

REGION DU CENTRE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

DEPARTEMENT DU MBAM ET
KIM

COMMUNE DE NGORO

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGORO
MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGORO

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°004/AONO-PU/C-NG/CIPM/2021 DU 04/03/2021

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE DANS CERTAINES
ECOLES DE LA COMMUNE DE NGORO DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM,
REGION DU CENTRE :

LOT 1 : REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'EP DE
YANGAFOCK ;

LOT 2 : REHABILITATION D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE
NGORO VILLE.

FINANCEMENT : BIP/MINEDUB, EXERCICE 2021.

MONTANT PREVISIONNEL lot 1 :

IMPUTATION : n°

DELAI D'EXECUTION : Quatre-vingt (90) jours calendaires

MONTANT PREVISIONNEL lot 2 :

IMPUTATION : n°

DELAI D'EXECUTION : Quatre-vingt (90) jours calendaires

Mars 2021

TABLE DES MATIERES DU DAO

Pièce n° 1	L'Avis d'Appel d'Offres (AAO);
Pièce n° 2	: Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO);
Pièce n° 3	: Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO);
Pièce n° 4	: Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
Pièce n° 5	: Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
Pièce n° 6	: Le cadre du Bordereau des Prix;
Pièce n° 7	: Le cadre du Détail Quantitatif et Estimatif;
Pièce n° 8	: Le cadre du Sous-détail des prix ;
Pièce n° 9	: Le modèle de la lettre commande ;
Pièce n° 10	: Modèles à utiliser par les soumissionnaires;
Pièce n° 11	: Le justificatif des études préalables;
Pièce n° 12	: Grille d'évaluation des offres techniques ;
Pièce n° 13	: La liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier rang agréés par le Ministre en charge des finances, autorisés à émettre les cautions, dans le cadre des marchés publics ;
Pièce n° 14	:

Les plans

Pièce n°1 :
Avis d'Appel d'Offres (AAO)



Avis d'Appel d'Offres

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES DE COMMUNE DE NGORO

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence

N°004/AANO-PU/C-NGO/CIPM/2021 DU 04/03/2021

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE DANS CERTAINES ECOLES DE LA COMMUNE DE NGORO DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE :

LOT 1 : REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK ; LOT 2 : REHABILITATION D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE.

Financement : BIP/MINEDUB, EXERCICE 2021.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du Budget d'Investissement Public (BIP) exercice 2021, le Maire (Autorité Contractante), pour le compte de la Commune de NGORO, lance un Appel d'Offres National ouvert en procédure d'urgence relatif à l'exécution des travaux de réhabilitation des salles de classe dans certaines écoles de la commune de Ngoro:

Lot 1 : réhabilitation d'un bloc de deux salles de classe a l'EP de YANGAFOCK ;

Lot 2 : réhabilitation d'un bloc de trois (03) salles de classe a l'EP de Ngoro ville.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent Onze (11) postes, notamment :

- Poste 1 : Travaux préparatoires — Etudes ;
- Poste 2 : Terrassements ;
- Poste 3 : Fondations ;
- Poste 4 : Maçonnerie — Elévation ;
- Poste 5 : Charpente — Couverture ;
- Poste 6 : Menuiserie métallique ;
- Poste 7 : Menuiserie bois ;
- Poste 8 : Plomberie sanitaire ;
- Poste 9 : Electricité ;
- Poste 10 : peinture ;
- Poste 11 : Voirie et Réseaux Divers (VRD).

3. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de 90 jours calendaires pour chaque.

4. Allotissement

Les travaux du présent appel d'offres font l'objet de deux lots.

NB : Chaque lot faisant l'objet d'un projet bien défini, une même entreprise peut soumissionner pour les deux lots mais ne saurait être attributaire de plus d'un lot à la fois.

5. Coût prévisionnel

N° lot	Intitulé du projet	Montant en FCFA	Financements
1	Réhabilitation d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'EP de YANGAFOCK	10 050 000	BIP MINEDUB 2021
2	Réhabilitation d'un bloc de trois (03) salles de classe à l'EP de Ngoro ville	13 000 000	

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute Entreprise agréée, de droit camerounais, justifiant des capacités techniques et financières pour les travaux de BTP.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) MINEDUB de l'exercice 2021 sur la ligne d'imputation budgétaire n°

8. Cautionnement provisoire

N° lot	Intitulé du projet	Montant en FCFA
1	Réhabilitation d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'EP de YANGAFOCK	200 000
2	Réhabilitation d'un bloc de trois (03) salles de classe à l'EP de Ngoro ville	250 000

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant égal à deux cent mille (200 000) Francs CFA pour le lot 1 et deux cent cinquante mille (250 000) Francs CFA pour le lot 2, établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Mairie de NGORO (Secrétariat Général), dès publication du présent avis dans le Journal Des Marchés (JDM).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu à la Mairie de NGORO (Secrétariat Général), sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de vingt mille (20.000) francs CFA pour le lot 1 et vingt-cinq (25 000) francs CFA pour le lot 2, payable à la Recette municipale de Ngoro.

11. Présentation des offres :

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée dont :

- L'enveloppe A contenant les pièces administratives (Volume 1) ;
- L'enveloppe B contenant l'offre technique (Volume 2) ;
- L'enveloppe C contenant l'offre financière (Volume 3).

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause. Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur autre que le blanc.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six

(06) copies marquées comme telles, devra parvenir à la Mairie de NGORO (Secrétariat de la commission), au plus tard le 24/03/2021 à 14 heures précises et devra porter la mention:

“ AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N°004/AANO-PU/C-NGO/CIPM/2021 DU 04/03/2021

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE DANS CERTAINES ECOLES DE LA COMMUNE DE NGORO:

LOT 1 : REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK ;
LOT 2 : REHABILITATION D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE. »

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DEDEPOUILLEMENT »

13. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable sous 48 heures. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

14. Ouverture des plis

La Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune de Ngoro procèdera à l'ouverture des plis en un temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaiteraient y assister, le 24/03/2021 à 15 heures précises dans la salle des Actes de la Mairie de Ngoro. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront une feuille attestant leur présence.

15. Critères d'évaluation :

L'évaluation des offres se fera en trois (03) étapes :

- 1^{ère} étape : Vérification par la Commission Interne de Passation de Marchés de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire.
- 2^e étape : Evaluation par la Sous-commission d'Analyse des Offres techniques des entreprises dont les offres administratives sont jugées conformes.
- 3^e étape : L'analyse par la Sous-commission des offres financières des soumissionnaires dont les offres ont été reconnues administrativement conformes et techniquement qualifiées. Les critères d'évaluation des offres sont constitués de deux types :

1. Critères éliminatoires :

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire. Il s'agit notamment:

a)- Portant sur les pièces administratives

- ☐ Absence de la caution de soumission (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Fausse déclaration ou pièce falsifiée (rejet de l'Offre sous 48h).

b)- Portant sur l'Offre technique

- ☐ Absence ou non-conformité d'une spécification technique majeure (rejet immédiat de l'Offre) :
 - organigramme de l'entreprise,
 - méthodologie d'exécution des travaux,
 - protection environnementale,
 - planning d'exécution.

- ☐ Le non-respect de plus de trois (03) critères essentiels (rejet immédiat de l'Offre),

- Présence de l'entreprise soumissionnaire sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre Délégué chargé des Marchés Publics. (Disposition de la Lettre Circulaire N°004/LC/MINMAP/CAB du 25 Janvier 2017 relative à la prise en compte des défailtances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs dans l'attribution de nouveaux marchés).

c)- Portant sur l'Offre financière

- ☐ Non-conformité du modèle de soumission (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Absence ou omission d'un prix unitaire quantifié (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Offre financière incomplète (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Absence d'un sous-détail de prix (rejet immédiat de l'Offre).

2. Critères essentiels :

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les travaux, objet de l'appel d'offres.

L'évaluation relative à la qualification des candidats portera sur 32 critères essentiels dont:

- a) Connaissance du site sur 03 critères ;
- b) Le personnel d'encadrement de l'entreprise sur 15 critères ;
- c) Les références techniques et capacité financière sur 04 critères ;
- d) Les moyens techniques et matériels sur 03 critères ;
- e) La méthodologie d'exécution sur 07 critères.

NB : Toute entreprise ayant abandonnée un contrat lié à la commande publique (Lettre Commande et/ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et/ou figurant sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre de Marchés Publics est d'office éliminée.

16. Délai de réponse des soumissionnaires

Pour cet Appel d'Offres, le délai de réponse est fixé à vingt (20) jours calendaires aux entreprises désireuses d'y participer à compter de la date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres.

17. Attribution de la lettre commande

Le Maire de la Commune de NGORO, l'Autorité Contractante attribuera la Lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une Offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre sera évaluée la moins-disante après vérifications de ses prix et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Mairie de NGORO (Secrétariat Général).

NB : Par ailleurs, pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC ou envoyer un SMS aux numéros 1517.

Ngoro, le 04 Mars 2021

LE MAIRE

(Autorité Contractante)

NANGO Anne Marceline

Ampliations :

- PREFET/MK/NTUI;
- DDMAP/MK/NTUI;
- DDEBASE/MK/NTUI
- ARMP/CE/YDE (Pour publication) ;
- PRESIDENT CIPM/C-NGO;
- Affichage /CHRONO/ARCHIVES



Open invitation to tender National in emergency procedure

N004/AANO-PU/C-NGO/CIPM/2021 OF the 04/03/2021

FOR the COMPLETION OF The WORK OF REHABILITATION OF The CLASSROOMS IN CERTAIN SCHOOLS OF The COMMUNE OF NGORO DEPARTMENT OF The MBAM AND KIM, AREA OF The CENTER:

BATCH 1:REHABILITATION OF A BLOCK OF TWO CLASSROOMS A the EP OF YANGAFOCK;

BATCH 2:REHABILITATION OF A BLOCK OF THREE (03) CLASSROOMS A the EP OF NGORO CITY.

FINANCING:BIP/MINEDUB, 2021.

1. Object of the Invitation to tender

Within the framework of the Budget of Public Investment (IBP) 2021, the Mayor (Contracting authority), on behalf of the Commune of NGORO, launches an Invitation to tender National open in procedure urgently relating to the completion of the work of rehabilitation of the classrooms in certain schools of the commune of Ngoro:

Batch 1:rehabilitation of a block of two classrooms has the EP of YANGAFOCK;

Batch 2:rehabilitation of a block of three (03) classrooms has the EP of Ngoro city.

2. Consistency of work

Work includes/understands Eleven (11) stations, in particular:

- Item 1:Preliminary Works - Studies;
- Item 2:Earthworks;
- Item 3:Foundations;
- Item 4:Masonry - Rise;
- Item 5:Frame - Cover;
- Item 6:Metal fittings;
- Item 7:Joinery;
- Item 8:Plumbing and sanitary installations;
- Item 9:Electricity;
- Item 10:painting;
- Item 11:Various roadway system and Networks (driveways and various services).

3. Completion periods

The maximum time envisaged by the Building Owner for the realization of work object of this invitation to tender is 90 days calendar for each.

4. Allotment

Work of this invitation to tender is the two batch object.

NB:Each batch being the subject of a well defined project, the same company can tender for the two lots but could not be assignee of more than one batch at the same time.

5. Estimated cost

1	Rehabilitation of a block of two (02) classrooms to the EP of YANGAFOCK	10 050 000	IBP MINEDUB 2021
2	Rehabilitation of a block of three (03) classrooms to the EP of Ngoro city	13 000 000	

6. Participation and origin

L has participatio N has U présen T appe L of offer S is opened in very Entreprise approved, of right camerounais, justifying technical capabilities and financial for work of BTP.

7. Financing

The S travail X obje T D U présen T appe L of offers are financed by the Budget of Public Investment (IBP) MINEDUB of the exercic E 2021 known R L has lign E of charge budgetary N

8. Provisional guarantee

N batch	Heading of the project	Going up in FCFA
1	Rehabilitation of a block of two (02) classrooms to the EP of YANGAFOCK	200 000
2	Rehabilitation of a block of three (03) classrooms to the EP of Ngoro city	250 000

Each tenderer must join to his administrative parts, a bid bond of an amount equal to two hundred and thousand (200 000) Francs CFA for batch 1 and two hundred and fifty thousand (250 000) Francs CFA for batch 2, established by a bank of first order approved by the Ministry in charge of Finances, whose list appears in part 13 of the CAD and valid during thirty (30) days beyond the original date of validity of the offers.

9. Consultation of the Tender Documents

The tender documents can be consulted at the business hours with the Town hall of NGORO (Secretariat-general), as of publication of this opinion in the Newspaper Of Markets (JDM).

10. Acquisition of the Tender Documents

The tender documents can be obtained with the Town hall of NGORO (Secretariat-general), on presentation of a receipt of payment of a sum not refunding of twenty thousand (20.000) francs CFA for the batch 1 and twenty-five (25 000) francs CFA for batch 2, payable with the municipal Receipt of Ngoro.

11. Presentation of the offers:

The documents constituting the offer are divided into three volumes Ci - after contents in a closed and sealed envelope of which:

- Envelope A containing the administrative parts (Volume 1);
- The envelope B containing the technical offer (Volume 2);
- The envelope C containing the financial offer (Volume 3).

The offers thus presented will be placed under simple envelope, closed and sealed being marked only of the Invitation to tender in question. The various parts of each offer will be numbered in the order of the CAD and will be separated by guides from color other than the white.

12. Handing-over of the offers

Each English or French offer written in seven (07) specimens whose one (01) original and six (06) copies marked like such, will have to arrive at the Town hall of NGORO (Secretariat of the commission), at the latest the 24/03/2021 to 14 hours precise and will have to be marked:

"OPEN INVITATION TO TENDER NATIONAL IN Emergency PROCEDURE
N004/aano-pu/c-ngo/cipm/2021 OF the 04/03/2021
FOR the COMPLETION OF The WORK OF REHABILITATION OF The CLASSROOMS IN CERTAIN
SCHOOLS OF The COMMUNE OF NGORO:
BATCH 1:REHABILITATION Of A BLOCK OF TWO CLASSROOMS A the EP OF YANGAFOCK;
BATCH 2:REHABILITATION Of A BLOCK OF THREE (03) CLASSROOMS A the EP OF NGORO CITY "
" TO OPEN ONLY DURING The MEETING DEDEPOUILLEMENT "

13. Admissibility of the offers

Under penalty of rejection, the parts of the administrative file necessary must be produced in originals or copies certified by the service émetteur R O U an E autorité 3rd administrative (Prefect, Sous-préfet...), in accordance with the stipulations of the Particular Payment of the Invitation to tender.

They must go back to less than three (03) months preceding the original date by deposit by the offers or be established subsequently to the date of signature of the Invitation to tender.

Any offer incomplete in accordance with X regulation S of the Tender Documents will be declared inadmissible under 48 hours. In particular the absence of the bid bond delivered by a bank of first order approved by the Ministry in charge of Finances.

14. Opening of the folds

The Internal Commission of Making of the Markets near the Commune of Ngoro will proceed with the opening of the folds in a time and in the presence of the representatives of the tenderers who would wish to assist to with it, the 24/03/2021 to 15 hours precise in the room of the Acts of the Town hall of Ngoro. The representatives of the tenderers who are present will sign a sheet attesting their presence.

15. Criteria of evaluation:

The evaluation of the offers will be done in three (03) stages:

1st stage: Checking by the Commission Interns Making of Markets of the conformity of the administrative file of each tenderer.

2nd stage: Evaluation by the Sub-commission of Analysis of the technical Offers of the companies whose administrative offers are considered to be in conformity.

3rd stage: Analysis by the Sub-commission of the financial offers of the tenderers whose offers were recognized administratively in conformity and technically qualified.

The criteria of evaluation of the offers consist of two types:

1. Eliminatory criteria:

The eliminatory criteria fix the minimal conditions to fill to be allowed with the evaluation according to the essential criteria. The non-observance of these criteria involves the rejection of the offer of the tenderer. It acts in particular:

a) - Relating to the administrative parts

- ☐ Absence of the bid bond (immediate rejection of the Offer),
- ☐ Misrepresentation or falsified part (rejection of the Offer under 48h).

b) - Relating to the technical Offer

- ☐ Absence or nonconformity of a major technical specification (immediate rejection of the Offer):
 - flow chart of the company,
 - methodology of completion of the work,
 - environmental protection,
 - planning of execution.
- ☐ The non-observance of more than three (03) essential criteria (immediate rejection of the Offer),

c) - Relating to the financial Offer

- ☐ Nonconformity of the tender form (immediate rejection of the Offer),
- ☐ Absence or omission of a quantified unit price (immediate rejection of the Offer),
- ☐ Incomplete financial offer (immediate rejection of the Offer),
- ☐ Absence of a under-detail of price (immediate rejection of the Offer).

2. Essential criteria:

The criteria known as essential are those paramount or keys to consider of capacity technico-financial of the candidates to carry out work, object of the invitation to tender.

The evaluation relating to the qualification of the candidates will relate to 32 essential criteria of which:

- a) Knowledge of the site on 03 criteria;
- b) Supervisory staff of the company on 15 criteria;
- c) technical references and financial capacity on 04 criteria;
- d) Average techniques and materials on 03 criteria;
- E) the methodology of execution on 07 criteria.

16. Deadline for reply of the tenderers

For this Invitation to tender, the deadline for reply is fixed at twenty (20) days calendar to the companies eager to take part in it as from the date of publication of the Invitation to tender.

17. Attribution of the letter orders

The Mayor of the Commune of NGORO, the Contracting authority will allot the Letter orders with the tenderer having presented an Offer filling the necessary criteria of technical and financial qualification and whose offer will be evaluated with the lowest offer after checks of its prices and will be considered to be substantially in conformity with the Tender Documents.

18. Period of validity of the offers

The tenderers remain committed by their offer for one ninety (90) days period starting from the limiting date fixed for the handing-over of the offers.

19. Further information

The further information can be obtained at the business hours with the Town hall of NGORO (Secretariat-general).

NB: In addition, for any attempt at corruption or facts bad practices, to be so kind as to call the CONAC or to send a SMS to the numbers 1517.

Ngoro, 04 the Mars 2021

THE MAYOR

(Contracting authority)

NANGO Anne Marceline

Certified copies:

- PREFET/MK/NTUI;
- DDMAP/MK/NTUI;
- DDEBASE/MK/NTUI
- ARMP/CE/YDE (For publication);
- PRESIDENT Cipm/c-ngo;
- Posting/CHRONO/ARCHIVES

Pièce n°2 :
Règlement Général de l'Appel
d'Offres(RGAO)

Table des matières A.

Généralités

Article 1	: Portée de la soumission
Article 2	: Financement
.	Article 3: Fraude et corruption
:	
Article 4:	Candidats admis à concourir
Article 5:	Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés
Article 6:	Qualification du Soumissionnaire
Article 7:	Visite du site des travaux

B. Dossier d'Appel d'Offres ...

Article 8	: Contenu du Dossier d'Appel d'Offres
Article 9	: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours
Article 10	: Modification du Dossier d'Appel d'Offres

C. Préparation des offres..

Article 11	: Frais de soumission
Article 12	: Langue de l'offre
Article 13	: Documents constituant l'offre
Article 14	: Montant de l'offre
Article 15	: Monnaies de soumission et de règlement
Article 16	: Validité des offres
Article 17	: Caution de Soumission
Article 18	: Propositions variantes des soumissionnaires
Article 19	: Réunion préparatoire à l'établissement des offres
Article 20	: Forme et signature de l'offre

D. Dépôt des offres ...

Article 21	: Cachetage et marquage des offres
Article 22	: Date et heure limite de dépôt des offres
Article 23	: Offres hors délai
Article 24	: Modification, substitution et retrait des offres
:	

E. Ouverture des plis et évaluation des offres ...

Article 25	: Ouverture des plis et recours
Article 1	: Portée de la soumission

.....

Article 26	: Caractère confidentiel de la procédure
:	
Article 27	: Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante
Article 28	: Détermination de la conformité des offres
:	
Article 29	: Qualification du soumissionnaire
Article 30	: Correction des erreurs
Article 31	: Conversion en une seule monnaie
:	
Article 32	: Évaluation des offres au plan financier
:	
Article 33	: Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

F. Attribution de la lettre commande .

Article 34	: Attribution de la lettre commande
Article 35	: Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure :
Article 36	: Notification de l'attribution de la lettre commande
:	
Article 37	: Publication des résultats d'attribution de la lettre commande et recours
Article 38	: Signature de la lettre commande
Article 39	: Cautionnement définitif
:	

Règlement Général de l'Appel d'Offres

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

1.1. Le maître d'Ouvrage, défini dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour la construction des Travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs, sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution des marchés.

En vertu de ce principe :

a. Les définitions ci-après sont admises:

- i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,
- ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- iii. "pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- iv. "pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.
- v. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Toute proposition d'attribution est rejetée, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt.
 - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou
 - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre.
 - iii l'autorité contractante ou le maître d'ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics
- c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
- d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage.

Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5.1. Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire;
- b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré- qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. Les litiges en cours ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage et de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché ;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage

dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. le Maître d'Ouvrage est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'il demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

Pièce n°1 La lettre d'invitation à soumissionner (pour les Appels d'Offres Restreints) ;

Pièce n°2 L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;

Pièce n°3 Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;

Pièce n°4 Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;

Pièce n°5 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Pièce n°6 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Pièce n° 7 Le cadre du Bordereau des Prix unitaires ;

Pièce n°8 Le cadre du Détail quantitatif et estimatif ;

Pièce n°9 Le cadre du Sous-Détail des Prix unitaires ;

Pièce n°10 Le modèles de marché

a. Le cadre du planning d'exécution ;

b. Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;

c. Modèle de lettre de soumission ;

d. Modèle de caution de soumission ;

e. Modèle de cautionnement définitif ;

f. Modèle de caution d'avance de démarrage ;

g. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie;

Pièce n° 11 Modèles à utiliser par les Soumissionnaires ;

a. Modèle de marché ;

Pièce n° 12 Justificatifs des études préalables ; à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

Pièce n° 13 La liste des établissements bancaires et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans le RPAO avec copie au Maître d'Ouvrage. Cependant, le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres, y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire potentiel qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Ministre chargé des Marchés publics.

9.3. Le requérant adresse une copie de ladite requête à l'Autorité Contractante et à l'Organisme chargé de la Régulation et au Président de la Commission.

9.4. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise au MINMAP et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1. L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 11 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. L'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13 : Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

- i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :
 - A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
 - A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
 - N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
 - N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;
- iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

b.2. Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.).

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4. Commentaires (facultatifs)

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
3. Le détail estimatif dûment rempli ;

4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
5. L'échéancier prévisionnel de paiements le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

13.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

Article 14 : Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'Article 1.1 du RGAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre. 14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8 du DAO.

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays de l'Autorité Contractante spécifiée aux RPAO et dénommée "monnaie nationale".

b. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. L'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par l'Autorité Contractante et l'entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16 : Validité des offres

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

16.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 17 : Caution de soumission

17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

17.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 16.2 du RGAO.

17.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

17.4. Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats.

17.5. La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

17.6. La caution de soumission peut être saisie :

- a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
- b. Si, le soumissionnaire retenu :
 - i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO, ou
 - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO.
 - iii. Refuse de recevoir notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.

18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'Autorité Contractante telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Autorité Contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'Autorité Contractante n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'Article 32.2(g) du RGAO.

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

19.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans le RPAO.

19.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne à l'Autorité Contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le Maître d'Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'Article 19.4 ci-dessous.

19.4. Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Autorité Contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l'Article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

19.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 20 : Forme et signature de l'offre

20.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1

(a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

20.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D. Dépôt des offres

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

21.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans trois enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du Soumissionnaire.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
 - b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".
- 21.3. Les enveloppes intérieures et extérieures ne porteront ni le nom ni l'adresse du Soumissionnaire.
- 21.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 Susvisés, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres

- 22.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- 22.2. le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 23 : Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

- 24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».
- 24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- 24.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
- 24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 25 : Ouverture des plis et recours

- 25.1. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, toutefois pour les projets complexes notamment ceux ayant fait l'objet d'une procédure de pré qualification, l'ouverture peut se faire en deux temps. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.
- 25.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées

à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

25.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.4. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

25.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

25.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

25.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé au Ministre Délégué à la Présidence chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Chef de structure auprès de laquelle est placée la commission concernée.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 30 du RGAO.

27.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

28.1. La Sous-commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

28.2. La Sous-commission d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre du Marché ;
- iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

28.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 30 : Correction des erreurs

30.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous- commission d'analyse.

32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;
- b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
- c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;
- d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.
- g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Autorité Contractante dans le RPAO.

32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

32.4. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre après l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

Les entrepreneurs nationaux bénéficient d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

Article 34 : Attribution

34.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposés.

34.2. Si, selon l'Article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.

34.3 Toute attribution des marchés de Travaux se fait au Soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères d'évaluation et présentant l'offre évaluée la moins-disante.

Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation de Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 36 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

37.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

37.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

37.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

37.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'Autorité chargée des Marchés publics, avec copies à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 38 : Signature du marché

38.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis, et le cas échéant, au visa préalable du Ministre en charge des Marchés publics.

38.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché examiné par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire et le cas échéant après le visa du Ministre en charge des Marchés publics.

38.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 39 : Cautionnement définitif

39.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante, l'entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux.

39.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG

Pièce n°3 :
Règlement Particulier de l'Appel
d'Offres (RPAO)

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux Travaux faisant l'objet de cet Appel d'Offres, complètent ou, le cas échéant, précisent les dispositions du RGAO. En cas de conflit, les dispositions ci-après prévalent sur celles du RGAO. Les numéros de la première colonne se réfèrent à l'article correspondant du RGAO.

Réf. du	Généralités
1.1	<p><u>Définition des travaux.</u></p> <p>Le Maire de la commune de NGORO, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de réhabilitation d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'EP de YANGAFOCK (lot 1) et d'un bloc de trois (03) salles de classe à l'EP de NGORO — VILLE (lot 2) dans la Commune de NGORO, Département du MBAM ET KIM, Région du Centre.</p> <p>Les travaux comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux préparatoires ; - Les terrassements ; - Les fondations ; - Les maçonneries — Elévations ; - La charpente — couverture ; - Les menuiseries bois ; - Les menuiseries métalliques ; - L'électricité ; - La peinture ; - Les VRD ; <p><u>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage :</u></p> <p>Maire de la Commune de NGORO</p> <p><u>Référence de l'Appel d'Offres :</u></p> <p style="text-align: center;">APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE</p> <p style="text-align: center;">N°004/AONO-PU/C-NG/CIPM/2021 DU 04/03/2021</p> <p style="text-align: center;">POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE DANS CERTAINES ECOLES DE LA COMMUNE DE NGORO DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE :</p> <p>LOT 1 : REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK ;</p> <p>LOT 2 : REHABILITATION D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE.</p>
1.2.	Délai d'exécution : quatre-vingt-dix (90) jours calendaires
2.1	Financement : BIP/MINEDUB, Exercice 2021

11	<p>20. Présentation des offres :</p> <p>Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> — L'enveloppe A contenant les pièces administratives (Volume 1) ; — L'enveloppe B contenant l'offre technique (Volume 2) ; — L'enveloppe C contenant l'offre financière (Volume 3). <p>Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause. Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de même couleur autre que le blanc.</p>
16	<p>Délai de réponse des soumissionnaires</p> <p>Pour cet Appel d'Offres, le délai de réponse est fixé à vingt (20) jours calendaires aux entreprises désireuses d'y participer à compter de la date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres.</p>
5.1	<p>5.1.1. Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés</p> <p>Les matériaux, les matériels de l'entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre de la présente Lettre Commande doivent provenir des pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre de la Lettre Commande sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.</p> <p>5.1.2. Aux fins de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « provenir » désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services</p>

Critères d'évaluation :

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes sous 48h pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux CCTP du DAO et à la qualification des candidats.

L'évaluation des offres se fera en trois (03) étapes :

- 1^{ère} étape : Vérification par la Commission Interne de Passation de Marchés de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire.
- 2^e étape : Evaluation par la Sous-Commission d'Analyse des Offres techniques des entreprises dont les offres administratives sont jugées conformes.
- 3^e étape : L'analyse par la Sous-Commission d'Analyse des offres financières des soumissionnaires dont les offres ont été reconnues administrativement conformes et techniquement qualifiées.

Les critères d'évaluation des offres sont constitués de deux types :

- les critères éliminatoires ;
- les critères essentiels.

Critères éliminatoires :

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentielles. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

6.1

Il s'agit notamment:

a)- Portant sur les pièces administratives

☐ Absence de la caution de soumission (rejet immédiat de l'Offre), ☐

Fausse déclaration ou pièce falsifiée (rejet de l'Offre sous 48h).

b)- Portant sur l'Offre technique

☐ Absence ou non-conformité d'une spécification technique majeure (rejet immédiat de l'Offre) :

- organigramme de l'entreprise,
- méthodologie d'exécution des travaux,
- protection environnementale,
- planning d'exécution.

☐ Le non-respect de plus de trois (03) critères essentiels (rejet immédiat de l'Offre),

c)- Portant sur l'Offre financière

☐ Non-conformité du modèle de soumission (rejet immédiat de l'Offre),

☐ Absence ou omission d'un prix unitaire quantifié (rejet immédiat de l'Offre),

☐ Offre financière incomplète (rejet immédiat de l'Offre),

☐ Absence d'un sous-détail de prix (rejet immédiat de l'Offre).

NB : Mais avant toute évaluation de l'offre technique, il est opportun de rappeler que toute entreprise ayant abandonnée un contrat lié à la commande publique (Lettre Commande et/ou Marché) ou qui peine à exécuter un projet au cours des trois (03) dernières années et/ou figurant sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre de Marchés Publics est d'office éliminée.

Critères essentiels :

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les travaux, objet de l'appel d'offres.

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur :

- La connaissance du site ;
- Le Personnel d'encadrement ;
- Expérience (Les références techniques) et la Situation financière ;
- Matériels ;
- La valeur technique de l'offre (présence des pièces relatives au projet).

Les critères d'évaluation technique des candidats se feront selon le système binaire (oui/non) des critères de qualification portant sur :

a) La connaissance du site

Le soumissionnaire devra obligatoirement effectuer à ses frais une visite des lieux, examiner l'emplacement des travaux et des environs et prendre connaissance avant d'établir son offre, des caractéristiques de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier et des installations nécessaires.

le Maître d'Ouvrage est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'il demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

b) Personnel d'encadrement

Le Candidat doit établir qu'il dispose du personnel requis pour les postes-clés ci-après :

N°	Position	Expérience globale en travaux (années)	Expérience dans des travaux similaires (années)
1	Un conducteur de travaux	Possédant au moins trois (03) ans d'expérience dans la conduite des travaux de bâtiments et travaux publics en général.	Possédant au moins deux (02) ans d'expérience dans la conduite des travaux similaires.
2	Un chef de chantier	Possédant au moins trois (03) ans d'expérience en tant que chef de chantier des travaux de bâtiments et travaux publics	Possédant au moins deux (02) ans d'expérience en tant que chef de chantier des travaux similaires.
3	Un Chef d'équipe	Possédant au moins trois (03) ans d'expérience en tant que chef d'équipe des travaux de bâtiments et équipements collectifs	Possédant au moins deux (02) ans d'expérience en tant que chef d'équipe des travaux similaires.

a) Les références techniques et capacité financière

-Expérience générale en Travaux publics :

Réalisation d'au moins deux (02) projets par l'entreprise dans le domaine de BTP à titre d'entrepreneur au cours des trois (03) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt des soumissions.

-Expérience spécifique en Travaux similaires :

Avoir effectivement exécuté de manière satisfaisante et achevé pour l'essentiel, en tant qu'entrepreneur, ou sous-traitant au moins deux (02) marchés similaires aux travaux projetés au cours des trois (03) dernières années avec une valeur minimale de six millions (6 000 000) de francs CFA.

NB : La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques.

b) Moyens matériels

Disponibilité et état du matériel et des équipements essentiels (en propre ou en location) :

Le Candidat doit établir qu'il dispose en propre ou en location le matériel roulant suivant :

- ✓ Un camion benne ;
- ✓ Un Pick- up 4X4.

NB : la présentation des attestations de location ou d'emprunt des engins au MATGENIE ou toute autre structure identique est proscrite.

Le Candidat doit établir qu'il dispose en propre les matériels ci-après :

N°	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimal requis	Observation
01	brouette	10	
02	Pelle ronde	12	
03	Pelle bêche	05	
04	machette	03	
05	pioche	09	
06	Equerre de maçon	03	
07	Equerre du menuisier	01	
08	fiote	01 de 50m	
09	Cordex	02	
10	Truelle 22	07	
11	Truelle 18	05	
12	Poinçon	03	
13	Burin	02	
14	Barre à mine	02	
15	Casque	20	
16	Botte	20 paires	
17	Lunette de protection	05	
18	Marteau	04	
19	Masse	03	
20	Masette	06	
21	Fil à plomb	05	
22	Niveau à bulle d'air	05	
23	Griffe de 6/8	03	
24	Griffe de 10/12	02	
25	Scie métallique	02	
26	Scie égoïne	02	
27	Scie à champ tourné	01	
28	plautoir	02	
29	bétonnière	01	
30	Aiguille vibrante	01	
31	Compacteur manuel	01	
32	Cisaille	02	
33	Ciseau	04	
34	Serre joint	45	
35	tenaille	02	
36	pince	01	

c) Valeur technique de l'Offre (présence des pièces relatives au projet)

- Installation de chantier, sécurité et communication ;
- Méthodologie, description des ateliers, et organisation ;
- Approvisionnement en matériaux de chantier ;
- Planning et délai d'exécution ;
- Plan assurance Qualité ;
- Protection environnementale et sociale ;
- Utilisation de la main d'œuvre locale et notion genre.

L'évaluation relative à la qualification des candidats portera sur 32 critères essentiels dont :

- Connaissance du site sur 03 critères ;
- Le personnel d'encadrement de l'entreprise sur 15 critères ;
- Les références techniques et capacité financière sur 04 critères ;
- Les moyens techniques et matériels sur 03 critères ;
- La méthodologie d'exécution sur 07 critères.

NB : Toute entreprise ayant abandonné un contrat lié à la commande publique (Lettre Commande et/ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et/ou figurant sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre de Marchés Publics est d'office éliminée.

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

R é f	Désignation	Exigences	Conforme (oui/non)
a	Connaissance du site (03 critères)		
1	Attestation de visite du site	Existence de l'attestation de visite du site signé sur l'honneur par le soumissionnaire	
2	Rapport de visite du site	Existence d'un rapport de visite du site pertinent signé par le soumissionnaire	
3	Photos du site	Existence des photos du site (au moins 5)	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique «Connaissance du site» sur 3 oui			
b	Personnel d'encadrement (15 critères)		
1	Un conducteur de travaux	Attestation de présentation de l'original du diplôme	
		Copie certifiée conforme du diplôme (BTS en Génie Civil)	
		Possédant au moins trois (03) ans d'expérience dans la conduite des travaux de bâtiments et travaux publics	
		Possédant au moins deux (02) ans d'expérience dans la conduite des travaux similaires.	
		Un CV daté et signé et N° de tél actualisé	
2	Un chef de chantier	Attestation de présentation de l'original du diplôme	
		Copie certifiée conforme du diplôme (BACCALAUREAT F4 en Génie Civil)	
		Possédant au moins trois (03) ans d'expérience en tant que chef de chantier des travaux de bâtiments et travaux publics.	

		Possédant au moins deux (02) ans d'expérience en tant que chef de chantier des travaux similaires.	
		Un CV daté et signé et N° de tél actualisé	
3	Un Chef d'équipe	Attestation de présentation de l'original du diplôme	
		Copie certifiée conforme du diplôme (CAP en Maçonnerie)	
		Possédant au moins trois (03) ans d'expérience en tant que chef d'équipe des travaux de bâtiments et équipements collectifs	
		Possédant au moins deux (02) ans d'expérience en tant que chef d'équipe des travaux similaires.	
		Un CV daté et signé et N° de tél actualisé	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique «Personnel d'encadrement» sur 15 oui			
c	Références techniques et capacité financière (04 critères)		
1	Références générales	Justificatifs au moins d'un marché de BTP autre que les constructions des bâtiments réalisé au cours des trois dernières années à travers PV de réception et photocopie premières et dernières pages marché	
2	Références dans les travaux similaires	Justificatifs d'au moins deux marchés constructions des bâtiments et équipements achevés au cours des trois dernières années à travers PV de réception et photocopie premières et dernières pages des marchés	
3	Attestation de capacité financière	D'un montant au moins égal à dix millions (10 000 000) de francs CFA, délivrée par une banque autorisée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics (pièce n°12).	
4	Le volume moyen du chiffre d'affaires des deux dernières années	Le volume moyen du chiffre d'affaires des deux dernières années dans les bâtiments et travaux publics qui doit être supérieur à vingt millions (20 000 000) de FCFA TTC (travaux déjà réceptionnés)	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique « Références techniques et capacité financière » sur 04 oui			
d	Moyens techniques et matériels (03 critères)		
1	Un camion benne	En propre ou location (justificatifs y afférents).	
2	Pick- up 4X4	En propre ou location (justificatifs y afférents).	
3	Petit matériel de construction	Justificatifs de la propriété de petit matériel de travaux de construction (listing et factures)	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique «Moyens techniques et matériels» sur 03 oui			
e	Méthodologie (07 critères)		
1	Note technique du projet	Présentation des installations de chantier envisagées,	
		Présentation de la qualité et la provenance des matériaux à utiliser	
		Existence d'une méthodologie d'exécution des travaux	

		Existence de l'organigramme du chantier	
		Existence d'un Plan Assurance Qualité	
		Existence d'un plan de protection environnementale à respecter.	
2	Planning d'exécution	Existence d'un planning d'exécution des travaux conforme au délai d'exécution des travaux prévu.	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique K Méthodologie » sur 07 oui			
TOTAL DE O U I A O B T E N U SUR 32 OUI			
Le soumissionnaire a-t-il obtenu au moins 90,62% des critères essentiels, soit 29 oui ?			

12. Langue(s) de l'offre : Français ou Anglais

13.1. La liste des documents visés à l'article 13 du RGAO devra être complétée, regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :

Les offres seront produites en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles dans trois (03) enveloppes fermées et scellées et comprenant respectivement :

1- ENVELOPPE A R VOLUME I : PIECES ADMINISTRATIVES

Pour toute entreprise soumissionnaire

A1- Une déclaration timbrée indiquant l'intention de soumissionner et faisant apparaître ses noms, prénoms, qualité, domicile, nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués, et s'il s'agit d'une société, la raison sociale et l'adresse du Siège Social ; et s'engageant à se faire notifier, par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, son ordre de service de démarrer les travaux dans un délai de quinze (15) jours après la notification formelle de la décision d'attribution de la Lettre commande.

A2- Le pouvoir de signature, le cas échéant ;

A3- Une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal de Première Instance du domicile du soumissionnaire en cours de validité ;

A4- Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère en charge des Finances (pièce produite en original)

A5- une attestation d'immatriculation récente (datant de moins de trois mois);

A6- Une quittance d'achat du dossier d'Appel d'Offres d'un montant de quarante mille (40.000) FCFA ;

A7- La caution de soumission d'une durée de validité de quatre-vingt-dix (90) jours, délivrée par une banque de 1er ordre agréée par le Ministère en charge des Finances au montant d e quatre cents mille (400 000) francs CFA.

A8- Un certificat de non exclusion des marchés publics signée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Pièce produite en Original) ;

A9- Une attestation de soumission CNPS datant de moins de trois (03) mois, en cours de validité, attestant que le soumissionnaire a effectivement versé à la CNPS les sommes dont il est redevable (pièce produite en original) ;

A10- Une attestation de non-redevance, en cours de validité, délivrée par le comptable assignataire (pièce produite en original) ;

A11- La Procuration donnant pouvoir en cas de groupement d'entreprises (pièce produite en original) ;

A12. L'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières justifiant une capacité de préfinancement de dix millions (10 000 000) de FCFA. (EN ORIGINAL)

A13—Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire ;

A14—Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire ;

En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet.

N.B : -Toutes les pièces ci-dessus exigées seront produites en version originale lorsqu'il est ainsi demandé, ou en photocopies légalisées par l'autorité émettrice, en cours de validité.

- Les pièces devront ire rangées dans l'ordre ci-dessus, et séparées les unes des autres par un

intercalaire de couleur autre que le blanc.

- Toutes les pièces à caractère financier se verront authentifier avant l'attribution du contrat par les soins du président de la commission interne de passation et/ou du chef service de la lettre commande.

2- ENVELOPPE B R VOLUME II : OFFRE TECHNIQUE

L'offre technique comprend :

b-1) Déclaration sur l'honneur par laquelle celui-ci atteste que non seulement il n'a pas, en tant qu'Entreprise ou Membre d'un Groupement d'entreprises, abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établies par le Ministère des Marchés Publics ;

b-2) L'attestation de visite des lieux et le rapport de visite des lieux.

L'attestation de visite des lieux sera accompagnée d'un rapport de visite et tous seront signés sur l'honneur par le soumissionnaire. Les photos du site avec une plaque ou un édifice public portant le nom de la localité (05 captures au moins) devront impérativement être jointes en annexe du rapport.

b-3) La note de présentation du personnel d'encadrement.

Personnel d'encadrement technique

L'entreprise devra avoir, ou s'être engagée à embaucher avant le début des travaux et pour la durée du chantier, le personnel technique compétent nécessaire, à savoir :

- Un conducteur des travaux titulaire du diplôme de Technicien supérieur de Génie Civil et ayant au moins trois (03) années d'expérience dans les BTP en général et deux (02) ans d'expérience dans la conduite des travaux similaires (joindre : une attestation de présentation de l'original du diplôme, une copie certifiée conforme du diplôme (BTS en Génie Civil), le curriculum vitae daté signé avec numéro de téléphone actualisé).
- Un chef de chantier titulaire du diplôme de Technicien de Génie Civil et ayant au moins trois (03) années d'expérience dans les BTP en général et deux (02) ans d'expérience dans la conduite des travaux similaires (joindre : une attestation de présentation de l'original du diplôme, une copie certifiée conforme du diplôme (Baccalauréat F4 en Génie Civil), le curriculum vitae daté signé avec numéro de téléphone actualisé).
- Un chef d'équipe titulaire du diplôme du CAP en maçonnerie, veille sur l'ensemble des travaux de maçonnerie. Il devra avoir au moins trois (03) ans d'expérience pratique dans les BTP en général et deux (02) ans d'expérience dans la conduite des travaux similaires (joindre : une attestation de présentation de l'original du diplôme, une copie certifiée conforme du diplôme, le curriculum vitae daté signé avec numéro de téléphone actualisé).

b-4) Matériel de chantier

L'entreprise devra justifier de la disponibilité d'un matériel approprié pour la réalisation des prestations prévues, du matériel et de son état. À cet effet le Soumissionnaire joindra les copies certifiées conformes des cartes grises du matériel propre, certificats de vente ou de connaissements. Pour le matériel en location, fournir un contrat de location assorti des cartes grises de ce matériel et les indications précises pour leur localisation.

NB : Mais avant toute évaluation de l'offre technique, il est opportun de rappeler que toute entreprise ayant abandonnée un contrat lié à la commande publique (Lettre Commande et/ou Marché) ou qui peine à exécuter un projet au cours des trois (03) dernières années et/ou figurant sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre de Marchés Publics est d'office éliminée.

b-5) Références de l'entreprise dans le domaine du BTP

L'entreprise devra fournir des références dans le domaine du BTP et des marchés similaires à celui de cet appel d'offre (première et dernière page des contrats et les procès-verbaux de réception provisoire ou définitif) qui justifient la réalisation des marchés tels qu'il est décrit dans le Dossier de Consultation.

b-6) Gestion technique du projet

L'offre technique doit obligatoirement porter entre autres sur les éléments ci-dessous:

- Présentation de l'organisation de l'entreprise ;
- Installation de chantier (avec photos du site devant abriter le bureau de chantier), sécurité et communication ;
- Méthodologie, description des ateliers, et présentation des ressources humaines à mobiliser pour l'exécution du contrat (copies certifiées diplômes, cv signés avec photos et numéro téléphone);
- Le matériel à mobiliser par l'entreprise. les descriptions doivent démontrer la capacité du soumissionnaire à réaliser les travaux, et doivent comprendre un camion pour transport matériaux (carte grise et précontrat de

location le cas échéant), l'outillage (documents confirmant l'existence de brouettes, pelles, pioches, marteaux, truelles etc...), la dame sauteuse pour compactage etc.

- Approvisionnement en matériaux de chantier ;
- Planning et délai d'exécution ;
- Plan assurance Qualité ;
- Protection environnementale et sociale ;
- Utilisation de la main d'œuvre locale et notion genre.

Et planning de travaux.

Les offres seront évaluées techniquement en prenant en considération la compréhension par l'entreprise des opérations projetées et l'organisation de chantier qu'elle proposera pour mener à bien l'exécution des prestations envisagées.

b-7) capacités financières

Le candidat devra présenter des documents comptables ou le cas échéant, les références confirmant le justificatif de chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois dernières années égal au moins à vingt (20) millions de FCFA TTC.

Le candidat doit justifier également l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières justifiant une capacité de préfinancement de dix (10) millions de FCFA (En photocopie non légalisée de l'original présenté dans l'offre Administrative du présent appel d'offres).

3- ENVELOPPE C R VOLUME III : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

- c-1) La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré à 1000 F CFA, signée et datée ;
- c-2) Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
- c-3) Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;
- c-4) Le sous détail des prix unitaires ;

N.B : Les différentes parties du dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

Prix et monnaie de l'offre

Le montant de la Lettre commande résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Le montant hors TVA s'obtient par l'application du prix du bordereau aux qualités du délai estimatif et du rabais éventuellement consenti par le contractant.

Les prix de la Lettre commande ne sont pas révisables.

Le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale (francs

CFA). Préparation et dépôt des offres

Période de validité des offres :

La période de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

Nombre de copies de l'offre qui doivent être remplies et envoyées : Sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels.

Adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres (Article 28 du RGAO): Maire de la Commune de NGORO :

Référence du Dossier d'Appel d'Offres :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°004/AONO-PU/C-NG/CIPM/2021 DU 04/03/2021

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES DE CLASSE DANS CERTAINES ECOLES DE LA COMMUNE DE NGORO DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE : LOT 1 : REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK ;

LOT 2 : REHABILITATION D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE.

Date et heure limites de dépôt des offres

Le 24/03/2021 à 14 heures précises.

Lieu, date et heure de l'ouverture des plis :

Salle des actes de mairie de NGORO, le 24/03/2021 à 15 heures.

Attribution de la Lettre Commande

Le Maire de la Commune de NGORO, Maître d’Ouvrage attribuera la Lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une Offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l’offre sera évaluée moins-disante après vérifications de ses prix et jugée substantiellement conforme au Dossier d’Appel d’Offres.

Pièce n°4 :
Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP)

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : GÉNÉRALITÉS

- Article 1 : Objet de la lettre commande
- Article 2 : Procédure de Passation de la lettre commande
- Article 3 : Définitions et attributions
- Article 4 : Langues, Loi et réglementation applicables
- Article 5 : Pièces constitutives de la lettre commande
- Article 6 : Textes généraux applicables
- Article 7 : Communication
- Article 8 : Ordre de service
- Article 9 : Marchés à tranches conditionnelles (SANS OBJET)
- Article 10 : Matériel et personnel de l'entreprise

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIÈRES

- Article 11 : Garanties et cautions
- Article 12 : Montant de la lettre commande
- Article 13 : Lieu et mode de paiement
- Article 14 : Variation des prix
- Article 15 : Formule de révision des prix
- Article 16 : Formule d'actualisation des prix (SANS OBJET)
- Article 17 : Travaux en régie
- Article 18 : Valorisation des travaux (SANS OBJET)
- Article 19 : Valorisation des approvisionnements
- Article 20 : Avances
- Article 21 : Règlement des travaux
- Article 22 : Intérêts et moratoires
- Article 23 : Pénalité de retard
- Article 24 : Règlement en cas de groupement d'entreprises
- Article 25 : Décompte final
- Article 26 : Décompte générale et définitif
- Article 27 : Régime fiscal et douanier
- Article 28 : Timbres et enregistrement de la lettre commande

CHAPITRE III : EXÉCUTION DES TRAVAUX

- Article 29 : Consistance des travaux
- Article 30 : Obligations du Maître d'Ouvrage
- Article 31 : Délais d'exécution de la lettre commande
- Article 32 : Rôle responsabilités du Cocontractant
- Article 33 : Mise à disposition des documents et du site
- Article 34 : Assurances des ouvrages et responsabilités civiles
- Article 35 : Pièces à fournir par le Cocontractant
- Article 36 : Organisation et sécurité des chantiers
- Article 37 : Implantations des ouvrages
- Article 38 : Sous-traitance
- Article 39 : Laboratoire des chantiers et essai
- Article 40 : Réunions de chantier
- Article 41 : Journal de chantier
- Article 42 : Utilisation des explosifs (SANS OBJET)

CHAPITRE IV : DE LA RÉCEPTION

- Article 43 : Réception provisoire
- Article 44 : Documents à fournir après exécution
- Article 45 : Délai de garantie
- Article 46 : Réception définitive

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

- Article 47 : Résiliation de la lettre commande
- Article 48 : Cas de force majeure
- Article 49 : Différents et litiges
- Article 50 : Edition et diffusion de la présente lettre commande
- Article 51 : Entrée en vigueur de la lettre commande

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Objet de la lettre commande

La présente lettre commande a pour objet l'exécution des travaux de réhabilitation d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'EP de YANGAFOCK (lot 1) et d'un bloc de trois (03) salles de classe à l'EP de NGORO R VILLE (lot 2) dans la Commune de NGORO, Département du Mbam et Kim, Région du Centre, suivant les spécifications techniques définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et les quantités définies dans le devis quantitatif et estimatif.

Article 2 : Procédure de passation de la Lettre commande

La présente lettre commande est passée après Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°004./AONO-PU/C-NGO/SG/CIPM/2021 du 04/03/2021

Article 3 : Définitions et attributions

3.1 Définitions générales

Pour l'application des dispositions de la présente lettre commande et des textes généraux auxquels il se réfère, il est précisé que :

-Les attributions d' Autorité Contractante et de Maître d' O u v r a g e sont dévolues au Maire de la commune de NGORO. Il passe la Lettre commande, Il veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies au Ministre en charge des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation par le point focal désigné à cet effet.

-L'Autorité en charge du contrôle externe de l'effectivité de la réalisation des prestations, en dehors du maître d'ouvrage à travers son chef service technique en collaboration avec l'ingénieur du marché, est le Ministre en charge des marchés publics représentés par la Brigade Départementale de contrôle qui fera régulièrement des contrôles inopinés (Article 151. Alinéa 1 du Code des Marchés publics) afin de s'assurer de l'effectivité des travaux et de leur qualité, objet de la Lettre commande. A cet effet, ils auront libre accès au chantier et à tous les documents contractuels ou informations, liés à l'exécution de la Lettre commande.

-Les attributions de Chef de Service de la Lettre Commande sont dévolues au Secrétaire Général de la Mairie de NGORO (en l'absence du Secrétaire Général de la Mairie de NGORO, le Maître d'Ouvrage devra formellement désigner son représentant en lui donnant pouvoir de signature le cas échéant) et faire copies à l'ingénieur de la lettre commande, à la tutelle et au Ministre en charge des marchés publics. Il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels ;

-Les attributions d'Ingénieur de la Lettre Commande sont dévolues au Chef Service de Départemental du patrimoine de l'Etat du Mbam et Kim. Il est responsable du suivi de l'exécution des travaux. L'Ingénieur ou son représentant devra vérifier que les parties d'ouvrage sont conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières de la présente lettre commande, les approuver ou les refuser si elles sont non- conformes ;

- Les attributions du Maître d'Œuvre sont dévolues au Chef service technique de la Délégation Départementale des Travaux Publics du Mbam et Kim assistés du Chef Service Technique de la Mairie de Ngoro. Il établit les ordres de service à caractère technique, vise des plans d'exécution des ouvrages, le projet d'exécution et le dossier de recollement. Il établit aussi contradictoirement avec le cocontractant les attachements des travaux exécutés.

-Le Cocontractant a pour mission d'assurer sous sa responsabilité, les travaux conformément aux règles et normes en vigueur en République du Cameroun. Il est responsable de la totalité des parties d'ouvrage.

3.2. Nantissement

La présente lettre commande peut être donné en nantissement, sous réserve de toute forme de cession de créance.

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement est le Maire de la Commune de NGORO ;

- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le Maire de la commune de NGORO ;

- L'Autorité chargé du paiement est le Receveur Municipal de NGORO.

- Les responsables compétents pour fournir les renseignements au titre de l'exécution de la présente lettre commande sont : le Maire de la Commune de Ngoro, le Chef Service de la lettre commande et

l'ingénieur de la lettre commande.

Article 4 : Langue, lois et règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. L'entrepreneur s'engage à observer les lois, règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation de la lettre commande.

Si ces lois et règlements en vigueur à la date de signature de la présente lettre commande venaient à être modifiés après la signature de la Lettre commande, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : pièces constitutives de la Lettre commande (CCAG Article 4)

Les pièces contractuelles constitutives de la présente Lettre commande sont par ordre de priorité :

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement;

2. La soumission du Cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;

3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

5. Les éléments propres à la détermination du montant de la lettre commande, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et /ou le sous-détail des prix unitaires ;

6. Les plans architecturaux et structuraux, les notes de calcul, les cahiers de sondage et dossiers géotechniques ;

7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de travaux mis en vigueur par arrêté N° 033/CAB/PM du 13 février 2007 ;

8. Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Article 6 : Textes généraux applicables

La présente Lettre commande est soumise aux textes généraux ci-après :

1. La loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;

2. La loi cadre n°96/12 du 05 Août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement ;

3. La loi n° 2000/09 du 13 juillet 2000 fixant l'organisation et les modalités de l'exercice de la profession d'Ingénieur du Génie civil ;

4. La loi n°2002/003 du 19 avril 2002 portant Code Général des Impôts ;

5. la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;

6. la loi n° 2019/023 du 24 Décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 ;

7. la loi n° 2019/024 du 24 Décembre 2019 portant Général des Collectivités Territoriales Décentralisées ;

8. Le Décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;

9. Le Décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;

10. Le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;

11. Le Décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;

12. L'arrêté n°112/CAB/PM du 05 Novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et des frais d'achat des dossiers d'appel d'offres ;

13. L'arrêté n° 033/CAB/PM du 13 Février 2007 mettant en vigueur le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux marchés de travaux publics ;

14. L'arrêté n°00000204/A/MINMAP du 03 juillet 2018 portant création des Commissions Internes de Passation des Marchés auprès des Communautés Urbaines, Communes et Communes d'Arrondissement ;
15. La décision n°00000157/CAB/MINMAP du 15 mars 2019 portant nomination des Présidents des Commissions Internes de Passation des Marchés auprès des Communes et Communes d'Arrondissement ;
16. la Circulaire n°003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés publics ;
17. Les circulaires n°002 et n°003/CAB/PM du 31 janvier 2011 qui précisent les modalités de mutation économique des marchés publics ;
18. la circulaire n°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics ;
19. La lettre circulaire N° 005/LC/MINMAP/CAB du 03 juillet 2018 précisant les mesures transitoires à observer suite à la signature du décret N° 2019/366 du 20 juin 2018 ;
20. La circulaire N° 00000242/C/MINFI du 30 Décembre 2020 portant Instructions relatives à l'Exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2021 ;
21. Les normes techniques en vigueur au Cameroun ou à défaut, les normes françaises ou européennes en la matière ;

Article 7 : Communication (CCAG Article 6 et 10 complétés)

7.1. Toutes les communications au titre de la présente Lettre commande sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après :

a. Dans le cas où le Cocontractant est le destinataire : Madame / Monsieur :
Directeur Général de

Passé le délai de quinze (15) jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage, au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de la Commune de NGORO.

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire : Madame le Maire de la Commune de NGORO avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service de la lettre commande, à l'ingénieur de la lettre commande, au Maître d'Œuvre, le cas échéant.

c. Dans le cas où l'Autorité Contractante est le destinataire : Madame le Maire de la Commune de NGORO avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service de la lettre commande, à l'ingénieur de la lettre commande, au Maître d'Œuvre, le cas échéant.

7.2. Le Cocontractant adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Œuvre, avec copie au Chef de service de la lettre commande.

Article 8 : Ordres de service (CCAG Article 8)

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1 L'ordre de service de commencer les travaux est signé et notifié par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur de la lettre commande, à l'Organisme Payeur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

8.2 Sur proposition du Maître d'Ouvrage, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution de la Lettre commande seront signés et notifiés par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant avec copie au Chef de service de la lettre commande, à l'Ingénieur de la lettre commande, au Maître d'Œuvre et à l'organisme payeur. Le visa préalable de l'organisme payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.

8.3 Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du chantier seront directement signés par le Chef de service de la lettre commande et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur de la lettre commande ou le Maître d'œuvre (le cas échéant) avec copie au Maître d'Ouvrage.

8.4 Les ordres de services valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service de la lettre commande, avec copie à l'Ingénieur de la lettre commande et au Maître d'œuvre le cas échéant.

8.5 Les ordres de services de suspension et de reprise des travaux, pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés et notifiés par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant avec

copie au Chef de service de la lettre commande, à l'Ingénieur de la lettre commande, au Maître d'œuvre le cas échéant.

8.6 Les ordres de service prescrivant les travaux nécessaires pour remédier aux désordres ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient dans les ouvrages pendant la période de garantie, seront signés par le Chef de Service de la lettre commande, sur proposition de l'Ingénieur de la lettre commande et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur de la lettre commande.

8.7 Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

Article 9 : Lettre Commandes à tranches conditionnelles (CCAG Article 9)

Sans objet.

Article 10 : Matériel et personnel du Cocontractant (CCAG Article 15 complété)

10.1. Toute modification, même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service de la lettre commande. En cas de modification, l'entrepreneur le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale.

10.2. En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Le Maître d'Œuvre disposera de trois (03) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service de la lettre commande. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation de la lettre commande.

10.4 Le Cocontractant utilisera le matériel approprié proposé dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

10.5 Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

Article 11 : Garanties et cautions (CCAG articles 29 et 41)

11.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant TTC de la Lettre commande.

Il est constitué et transmis au Chef Service de la lettre commande dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification de la lettre commande.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du Cocontractant.

11.2. Cautionnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à dix pour cent (10%) du montant HTVA de la Lettre commande.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un (01) mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du Cocontractant.

11.3. Cautionnement d'avance de démarrage

L'avance de démarrage dont le montant ne peut excéder vingt pour cent (20%) du prix initial TTC de la lettre commande, doit être cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de droit camerounais ou un organisme financier de premier rang conformément aux textes en vigueur.

Elle est remboursée par déduction sur les acomptes à verser au Cocontractant pendant l'exécution des travaux. La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès que le moment ou la valeur en prix de base des travaux exécutés atteint quatre-vingt (80) pour cent du montant de la Lettre commande.

Article 12 : Montant de la Lettre commande (CCAG Articles 18 et 19 complétés)

Le montant de la présente Lettre commande, tel qu'il ressort du [détail ou devis estimatif] ci-joint, est de

_____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA
- Montant de la TVA : _ _____ (_____) francs CFA
- Montant de l'AIR : _____ (_____) francs CFA
- Net à percevoir = HTVA- AIR (_____) francs CFA.

Article 13 : Lieu et mode de paiement

Le Poste Comptable assignataire se libérera des **4 5** sommes dues de la manière suivante :

a. Pour les règlements en francs CFA, soit (montant en chiffres et en lettres HTVA), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom du Cocontractant à la banque _____

b. Pour les règlements en devises, (le cas échéant) soit (montant en chiffres et en lettres HTVA), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom du Cocontractant à la banque _____

Article 14 : Variation des prix (CCAG Article 20)

14.1. Les prix sont fermes et non révisables.

14.2. Modalités d'actualisation des prix (sans objet).

Article 15 : Formules de révision des prix (CCAG article 21)

Sans objet.

Article 16 : Formules d'actualisation des prix (CCAG article 21)

Sans objet.

Article 17 : Travaux en régie (CCAG Article 22 complété)

Sans objet.

Article 18 : Valorisation des travaux (CCAG article 23)

Cette lettre commande est à prix unitaires et forfaitaires.

Article 19 : Valorisation des approvisionnements (CCAG article 24 complété)

19.1. Il n'existe pas de règlement propre aux approvisionnements du chantier. Toutefois l'Ingénieur de la lettre commande pourra les évaluer au cas où le chantier venait à être abandonné ou la lettre commande résiliée.

19.2. Il n'est pas demandé de caution pour les acomptes sur approvisionnements.

Article 20 : Avances (CCAG article 28)

20.1. Le Maître d'Ouvrage pourra accorder une avance de démarrage égale à 20% du montant Toutes Taxes Comprises de la Lettre commande.

20.2. Cette avance dont la valeur ne peut excéder vingt pour cent (20%) du prix initial TTC de la Lettre commande, est cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de droit camerounais ou un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur, et remboursée par déduction sur les acomptes à verser au Cocontractant pendant l'exécution du marché, suivant des modalités définies dans le CCAP.

20.3. La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès le moment où la valeur en prix de base des prestations réalisées atteint quatre-vingt (80) pour cent du montant de la Lettre commande.

20.4. Au fur et à mesure du remboursement des avances, le Maître d'Ouvrage donnera la main-levée de la partie de la caution correspondante, sur demande expresse du Cocontractant.

20.5. La possibilité d'octroi d'avance de démarrage et/ou d'avance sur approvisionnement doit être expressément stipulée dans le dossier d'appel d'offres.

Article 21 : Règlement des travaux (CCAG art.26, 27 et 30 complétés)

21.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le trente (30) de chaque mois, le Cocontractant et le Maître d'Œuvre établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

Chaque fin de prestations (implantation, fondation, élévation, etc.) devra être sanctionnée par un procès-verbal de réception valant réception partielle des travaux exécutés et donnant lieu à la poursuite des travaux.

21.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, le Cocontractant remettra en sept (07) exemplaires au Maître d'Œuvre, deux (2) projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de la Lettre commande, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé au Cocontractant. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère de l'éducation de base et du Ministère en charge des Finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au Cocontractant sera mandaté comme suit :

- [100-2.2% ou 5,5% versé directement au compte du Cocontractant ;

- 2,2% ou 5,5% versé au Trésor public au titre de l'AIR dû par le Cocontractant.

Le Maître d'Œuvre disposera d'un délai de sept (7) jours pour transmettre au chef de service de la Lettre commande, les décomptes qu'il a approuvés.

L'ingénieur disposera d'un délai de sept (7) jours pour transmettre au chef de service de la Lettre commande, les décomptes qu'il a approuvés de façon à ce qu'ils soient en sa possession au plus tard le 12 du mois.

Le chef de service de la Lettre commande dispose d'un délai de quatorze (14) jours maximum pour procéder au contrôle et à la signature des décomptes.

21.3. Décompte d'avance de démarrage

Le Cocontractant remettra en sept (07) exemplaires au Maître d'Œuvre, deux (2) projets de décompte d'avance de démarrage selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait du démarrage des travaux.

21.4. Visa préalable au paiement des décomptes finaux

La transmission de tout décompte à l'Organisme payeur en vue du paiement sera subordonnée au visa préalable du Maître d'Ouvrage, et une copie de l'attachement correspondant devra être transmise ou remise au représentant du MINMAP sur le site.

Article 22 : Intérêts moratoires (CCAG Article 31)

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément à l'article 167 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marchés Publics.

Article 23 : Pénalités (CCAG Article 32 complété)

A. Pénalités de retard

23.1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

a. Un deux millième (1/2000^{ème}) du montant TTC de la Lettre commande de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par la Lettre commande;

b. Un millième (1/1000^{ème}) du montant TTC de la Lettre commande de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

23.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC de la Lettre commande de base et de ses avenants éventuels

B. Pénalités spécifiques

23.3. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif (50 000 F CFA);
- Remise tardive des assurances (50 000 F CFA) ;
- Retard d'un mois sur la fixation du panneau d'indication de chantier à compter de la notification de l'ordre de service de démarrer les travaux (50 000 F CFA) ;
- Absence du journal de chantier (50 000 F CFA) ;
- Remise tardive du projet d'exécution pour autant que le retard soit du fait du Cocontractant (50 000 F CFA);
- Remise tardive du dossier de recollement pour autant que le retard soit du fait du Cocontractant (50 000 F CFA).

Article 24 : Règlement en cas de groupement d'entreprises (CCAG Article 33)

24.1. En cas de groupement, le mandataire un dossier financier complet dans les conditions requises. Il n'est pas prévu de sous-traitance.

24.2. Le mode de paiement des sous- traitants est sans objet.

Article 25 : Décompte final (CCAG Article 34)

25.1. Après achèvement des prestations et dans un délai maximum de sept (07) jours après la date de réception provisoire, le prestataire établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de la lettre commande dans son ensemble.

25.2. Le Chef de service de la lettre commande dispose d'un délai de trois (03) jours pour notifier le projet rectifié et accepté au Maître d'œuvre.

25.3. Le prestataire dispose d'un délai de trois (03) jours pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

Article 26 : Décompte général et définitif (CCAG Article 35)

26.1. Le Chef de service de la lettre commande ou l'ingénieur de la lettre commande dispose d'un délai de trois (03) jours pour établir le décompte général et définitif au prestataire.

Le Chef de service de la lettre commande dresse le décompte général et définitif de la lettre commande qu'il fait signer contradictoirement par le Prestataire et le maître d'ouvrage. Ce décompte comprend :

- Le décompte final ;
- L'acompte pour solde ;
- La récapitulation des acomptes mensuels. 48

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le prestataire, lie définitivement les parties et met fin à la lettre commande, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

26.2. Le Cocontractant doit, dans un délai de trois (03) jours suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

Article 27 : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 36)

Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'IAR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché
- des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
- des droits et taxes communaux,
- des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes. Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 28 : Timbres et enregistrement de la Lettre commande (CCAG Article 37)

Sept (07) exemplaires originaux de la Lettre commande seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du Cocontractant, conformément à la réglementation.

CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX

Article 29 : Consistance des prestations

Les travaux comprennent notamment :

- Les travaux préparatoires ;
- Les terrassements ;
- Les fondations ;
- Les maçonneries — Elévations ;
- La charpente — couverture ;
- Les menuiseries métalliques et bois ;
- L'électricité ;
- La peinture ;
- Les VRD ;

Article 30 : Obligations du Maître d'Ouvrage (CCAG complété)

30.1. Le Maître d'Ouvrage est tenu de fournir au prestataire les informations nécessaires à l'exécution de sa mission, et de lui garantir, aux frais de ce dernier, l'accès aux sites des projets.

30.2. Le Maître d'Ouvrage assure au prestataire protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission

Article 31 : Délais d'exécution de la Lettre commande (CCAG Article 38)

31.1. Le délai d'exécution des travaux objet de la présente Lettre commande est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.

31.2. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Article 32 : Rôles et responsabilités du Cocontractant (CCAG Article 40)

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué au Maître d'Œuvre en cinq (5) exemplaires à chaque début de semaine.

Article 33 : Mise à disposition des documents et du site (CCAG Article 42)

L'exemplaire reproductible des plans figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres sera remis par le Chef de Service de la lettre commande.

Le Maître d'Ouvrage met le site des travaux et ses voies d'accès à la disposition de l'entrepreneur en temps utile et au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 34 : Assurances des ouvrages et responsabilités civiles (CCAG Article 45)

34.1. Le Cocontractant devra justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile, pour les dommages de toutes natures causés aux tiers :

- a) Par son personnel salarié en activité de travail ;
- b) Par le matériel qu'il utilise ;
- c) Du fait des travaux.

34.2. Par ailleurs, le chantier devra être couvert pour l'ensemble des travaux d'une assurance tout risque de chantier délivrée par une compagnie agréée par l'autorité compétente. Les frais inhérents à cette assurance sont à la charge du Cocontractant.

Aucun règlement ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'une compagnie prouvant que le cocontractant a intégralement réglé les primes ou cotisations relatives aux travaux pour la présente lettre commande. Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux, pour présenter un certificat d'une compagnie d'assurance prouvant qu'elle a intégralement été réglée des primes ou cotisations relatives aux travaux pour la présente lettre commande. Passé ce délai la lettre commande pourra être résiliée.

Article 35 : Pièce à fournir par le Cocontractant (Article 49 complété)

35.1. Programme des travaux, Plan d'assurance qualité...

Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le Cocontractant soumettra, en cinq (05) exemplaires, à l'approbation de l'Ingénieur et après avis du Maître d'Œuvre, le programme d'exécution des travaux, son calendrier d'approvisionnement, son projet de Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et son Plan de Gestion Environnementale, le cas échéant.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux (2) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de quinze (15) jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation " BON POUR EXECUTION " ;
- Soit la mention de leur rejet accompagnée des motifs dudit rejet.

Le Cocontractant disposera alors de huit (8) jours pour présenter un nouveau projet. Le Chef de Service ou le Maître d'Œuvre disposera alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Les délais d'approbation du projet d'exécution sont suspensifs du délai d'exécution.

L'approbation donnée par l'Ingénieur ou le Maître d'Œuvre n'atténuera en rien la responsabilité du Cocontractant. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés sauf s'ils ont été expressément ordonnés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

Le Cocontractant tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord de l'Ingénieur. Après approbation du programme d'exécution par l'Ingénieur de la lettre commande, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (05) jours au Maître d'Ouvrage, sans effet suspensif de son exécution. Toutefois, s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objectif de la lettre commande ou la consistance des travaux, le Maître d'ouvrage retournera le programme d'exécution accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de réception.

b. Le Plan de Gestion Environnementale fera ressortir notamment les conditions de choix des sites techniques et de base vie, les conditions d'emprunt de sites d'extraction et les conditions de remise en état des sites de travaux et d'installation.

c. Le Cocontractant indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer.

d. L'agrément donné par le chef de service de la lettre commande ou le Maître d'Œuvre ne diminue en rien la responsabilité du Cocontractant quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du respect des clauses de la lettre commande.

35.2. Projet d'exécution

a. Le dossier des plans d'exécution (calcul et dessins) nécessaires à la réalisation de toutes les parties de l'ouvrage devra être soumis au visa du Maître d'Œuvre dans un délai maximum de quinze (15) jours avant la date prévue pour le début de réalisation de la partie de l'ouvrage correspondante.

b. Le Chef de service de la lettre commande ou le Maître d'Œuvre disposera d'un délai de quinze (15) jours pour les examiner et faire connaître ses observations. Le Cocontractant disposera alors d'un délai de huit (8) jours pour présenter un nouveau dossier intégrant lesdites observations.

35.3. En cas d'inobservation des délais d'approbation des documents ci-dessus par l'Administration, ceux-ci sont réputés approuvés.

Article 36 : Organisation et sécurité des chantiers (CCAG Article 50)

36.1. Le panneau placé à l'entrée du chantier devra être mis en place dans un délai maximum d'un (1) mois après la notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

36.2. Les Services à informer en cas d'interruption de la circulation ou le long des itinéraires déviés : Police ou la Gendarmerie.

36.3. Indiquer, les mesures particulières, demandées à l'entrepreneur, autres que celles prévues dans le CCAG, pour les règles d'hygiène et de sécurité et pour la circulation autour du ou dans le site.

Article 37 : Implantation des ouvrages (CCAG Article 52)

Le Maître d'Œuvre notifiera dans un délai de trois (3) jours suivant la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux, les points et niveaux de base du projet. Il établira dans un délai maximum de quinze (15) jours un procès-verbal d'installation de chantier.

Article 38 : Sous-traitance (CCAG article 54)

La part des travaux à sous-traiter est de 30% du montant de la Lettre commande de base et de ses avenants (sans objet dans le cadre de la présente Lettre commande).

Article 39 : Laboratoire de chantier et essais (CCAG Article 55)

39.1. Indiquer si nécessaire les modalités de réalisation des essais et études géotechniques prévues dans le CCTP.

39.2. Le Chef de service de la lettre commande dispose d'un délai de cinq (05) jours pour agréer le personnel et le laboratoire du Cocontractant, dès réception de la demande.

Article 40 : Réunions de chantier

Des réunions de chantier auront lieu régulièrement à l'initiative du Maître d'Œuvre.

Par ailleurs, une fois par mois et à l'initiative du Maître d'Ouvrage, une réunion de chantier aura lieu, avec la participation :

- Du Maître d'Ouvrage ou son représentant ;
- Du Chef de service de la lettre commande;
- Le Maître d'œuvre ;
- Du Directeur de l'école.

Toute réunion de chantier est systématiquement précédée d'une visite de l'ouvrage effectuée par toutes les parties. La tenue des documents de chantier, l'état d'avancement des travaux et les problèmes rencontrés sont examinés au cours de cette réunion.

La participation du Cocontractant aux réunions de chantier est obligatoire.

Les réunions de chantier feront l'objet d'un procès-verbal signé par tous les participants.

Article 41 : Journal de chantier (CCAG Article 56 complété)

Un journal de chantier sera tenu par le Cocontractant et mis à la disposition de l'Ingénieur et de ses représentants. C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

Y seront consignés entre autres :

- Les conditions atmosphériques ;
- Les travaux exécutés dans la journée, le personnel et le matériel employés ;
- L'avancement des travaux ;
- Les prescriptions imposées ;
- Les quantités détaillées de travaux ;
- Les réceptions des matériaux et agréments ;
- Les incidents, accidents ou évènement qui pourraient avoir une incidence ultérieure sur la tenue des ouvrages ou le déroulement du chantier ;
- Les non-conformités ;
- Les visites officielles ;
- Les opérations administratives relatives à l'exécution ou au règlement du contrat (notification, résultats d'essais, constat des travaux, etc...)

Le journal sera signé contradictoirement par l'Ingénieur et le chef de chantier à chaque visite de chantier et visé systématiquement lors des réunions de chantier. Pour toute réclamation éventuelle du cocontractant, il ne pourra être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps voulu au journal de chantier.

Tout refus de présentation ou toute tentative de destruction partielle ou totale, ou de falsification de ce journal pourra donner lieu à des sanctions administratives. En tout état de cause, le Cocontractant ne peut se prévaloir de l'impossibilité de recourir à la consultation du journal de chantier.

Article 42 : Utilisation des explosifs (CCAG Article 60)

L'usage des explosifs dans le cadre de la présente lettre commande n'est pas requis.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 43 : Réception provisoire (CCAG Article 67)

43.1- Opérations préalables à la réception provisoire

Avant la réception provisoire, le Cocontractant demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie à l'Ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

Cette visite comporte entre autres opérations :

- La reconnaissance qualitative et quantitative des ouvrages exécutés ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues à la lettre commande ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- Les constatations des quantités des travaux effectivement réalisés ;
- La remise des plans de récolement.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé par l'Ingénieur et contresigné par le Cocontractant. Au terme de cette visite technique préalable à la réception provisoire, l'Ingénieur spécifie éventuellement les réserves émises et les travaux correspondant à effectuer avant la date de réception provisoire qu'il fixera en accord avec le Maître d'Ouvrage et le cocontractant.

L'Ingénieur de la lettre commande veillera à la levée des réserves et dressera un procès-verbal de levée des réserves de la pré réception provisoire qui sera joint à la convocation de réception, adressée à tous les membres de la commission de réception provisoire.

La commission pour la visite technique préalable à la réception provisoire sera composée des membres suivants :

1. Président : Le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;
2. Rapporteur : L'Ingénieur de la Lettre — Commande ou son représentant ;
3. Observateur : le représentant MINMAP à la Commission Interne de la Passation des Marchés de NGORO

Les épreuves comprises dans les opérations préalables à la réception provisoire sont définies après approbation du projet d'exécution.

Dans un délai de sept (07) jours suivant la date du procès-verbal, le Maître d'œuvre fait connaître au cocontractant s'il a ou non proposé au Chef de service de la lettre commande de prononcer la réception provisoire des ouvrages et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

43.2- Réception provisoire

La commission de réception provisoire sera composée des membres suivants :

1. Président : Le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;
2. Rapporteur : L'Ingénieur de la Lettre — Commande ou son représentant ;
3. Observateur : le représentant MINMAP à la Commission Interne de la Passation des Marchés de NGORO
4. Membres :

- Le Chef de Service de la lettre commande ou son représentant ;
- Le Maître d'œuvre ou son représentant ;
- Le Directeur de l'école publique de NGORO VILLE, représentant les bénéficiaires ;
- Le Directeur de l'école publique de YANGAFOCK, représentant les bénéficiaires.

Le Cocontractant est convoqué à la réception par courrier au moins 5 jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter). Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission après visite du chantier examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu. La visite de réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission

(sauf le représentant MINMAP qui dressera un rapport contradictoire à celui du rapporteur de la commission de réception), et d'une liste de présence renseignée en annexe.

Le représentant MINMAP, pour compléter la liasse documentaire de la présente lettre commande, a droit à une copie dudit procès-verbal et de la liste de présence dressée pour la circonstance.

43.3-Réceptions partielles

Elles se feront par le Maître d'œuvre associé au chef service technique de la Mairie de NGORO en présence du Cocontractant ou son représentant en tant qu'Observateur à six (06) niveaux des travaux :

1. L'implantation ;
2. Les fouilles ;
3. Le chaînage bas (niveau fini de la fondation) ;
4. Le chaînage haut (niveau fini des élévations) ;
5. La charpente ;
6. La toiture.

Par conséquent, ils devront être saisis par le Cocontractant par écrit quarante-huit (48) heures avant la fin de chacune de ces étapes. Toutes ces réceptions feront l'objet d'un procès-verbal de réception partielle dressé sur le champ par le Maître d'œuvre et signé par les deux membres qui composent ladite Commission de réception.

Article 44 : Documents à fournir après exécution

Avant la réception provisoire, Le Cocontractant remettra au Maître d'œuvre cinq (05) exemplaires dont un original reproductible, les dossiers d'exécution définitifs de l'ouvrage (plan de recollement) tenant compte des modifications éventuellement apportées au projet en cours de réalisation et donnant tous les renseignements sur les travaux exécutés ainsi que la nature, la provenance et la qualité des différents matériaux utilisés pour la construction. Il est rappelé que c'est le Maître d'œuvre qui a la charge de collecter et de vérifier les documents de recollement fournis après exécution par le Cocontractant (et notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, les photos montrant l'ensemble de l'ouvrage ainsi que l'exécution des phases principales de celui-ci).

La non remise de ces documents fera obstacle à la réception définitive et à la libération de la retenue de garantie.

Article 45 : Délai de Garantie

Le délai de garantie est fixé à six (06) mois calendaires et court à compter de la date de la réception provisoire des travaux.

Article 46 : Réception définitive

46.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai de six (06) mois après la réception provisoire.

46.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire. Les membres restant les mêmes.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 47 : Résiliation de la lettre commande

La lettre commande peut être résiliée comme prévu à la section II, Sous-section I du décret N°2018/366 du 20 juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des travaux ;
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- Défaillance du Cocontractant au non-paiement persistant des prestations.

Article 48: Cas de force majeure

48.1. Responsabilité du Cocontractant

En cas de force majeure, le Cocontractant ne verra sa responsabilité dégagée que s'il a averti par écrit le Maître d'Ouvrage de son intention d'évoquer cette force majeure et ce, avant la fin du vingtième jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

48.2. Définition du terme force majeure

Aux fins de la présente clause, le terme "force majeure" désigne un événement échappant au contrôle du Cocontractant, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure, sans que la liste soit limitative, les actes de l'Administration, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre de la lettre commande, les guerres, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, les tremblements de terre et autres faits analogues.

48.3. Notification au Maître d'Ouvrage en cas de force majeure

En cas de force majeure, le Cocontractant notifiera rapidement par écrit au Maître d'Ouvrage l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il reçoit des instructions contraires du Maître d'Ouvrage, le Cocontractant continuera à exécuter les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la lettre commande, et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

Dans le cas où le Cocontractant invoquera le cas de force majeure, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- Pluie : 200 millimètres en 24 heures.
- Vent : 40 mètres par seconde.
- Crue : la crue de fréquence décennale.

Article 49 : Différends et litiges

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

Article 50 : Edition et diffusion de la présente lettre commande

Quinze (15) exemplaires de la présente lettre commande seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage (aux frais du Cocontractant) et sept copies de ladite lettre commande seront remises au Cocontractant pour leur enregistrement.

Article 51 et dernier : Entrée en vigueur de la lettre commande

La présente lettre commande ne deviendra définitive qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage et n'entrera en vigueur que dès sa notification au Cocontractant par le Maire de la Commune de NGORO.

Pièce n°5 :
Cahier des Clauses Techniques
Particulières (CCTP)

I — INTRODUCTION

Le présent cahier des prescriptions techniques a pour but de définir la qualité des matériaux, la consistance et le mode d'exécution des travaux à réaliser suivant les règles de l'art et conformément aux documents constitutifs du marché.

Il a été établi à titre indicatif pour préciser et compléter les indications du devis estimatif et des pièces graphiques nonobstant les clauses du contrat.

II — QUALITE DES MATERIAUX

Généralités : Béton armé ou non et mortier

Pour tous les travaux de maçonnerie, les composantes du béton ou du mortier doivent obéir à certaines caractéristiques élémentaires ainsi qu'il suit :

a) Sable pour mortier

Tous les sables seront exempts de matières organiques d'origine animale ou végétale. Ils proviendront soit des rivières, soit du broyage. L'équivalent de sable sera supérieur à 80% et le pourcentage d'éléments très fins éliminés par décantation devra être inférieur à 4%. La granulométrie sera comprise entre 0,80 mm et 2,5 mm pour les mortiers et chapes ; et entre 0,16 mm et 5 mm pour les ouvrages en béton.

b) Sable pour Béton

La granulométrie doit s'insérer dans le fuseau ci-après :

MODULE AFNOR	MAILLE DES TAMIS (mm)	TAMISAT (%)
38	5	95 - 100
35	2,5	70 - 90
32	1,5	45 - 80
29	0,63	28 - 35
26	0,315	10 - 30
23	0,16	2 - 10

L'Ingénieur de la lettre commande pourra demander que les sables soient lavés avant leur emploi.

La granulométrie sera contrôlée par le module de finesse (2,2 et 2,8) dont la valeur ne doit pas s'écarter de 0,20 en valeur absolue du module de finesse du granulat de l'étude. Il sera prévu d'effectuer une mesure d'équivalent de sable et une granulométrie à chaque livraison.

c) Agrégats

Les agrégats proviendront des gîtes ou des carrières retenus par l'entrepreneur et agréés par l'Ingénieur. Les agrégats doivent être propres (pourcentage d'éléments éliminés par décantation inférieur à 2%) et de granulométrie adaptée à leur utilisation.

d) Gravillons :

Les gravillons destinés à la confection des bétons seront des matériaux homogènes naturels ou concassés. Les graviers doivent avoir été débarrassés de leurs pellicules par soufflage ou par lavage.

e) Eau de gâchage :

Les eaux utilisées dans la confection des mortiers, bétons et au lavage des agrégats doivent être dépourvues d'impuretés et sels.

f) Liants hydrauliques :

Les ciments utilisés pour les bétons et mortiers doivent satisfaire aux conditions générales imposées par la réglementation en vigueur. Ils sont de type, CPA 325 de « CIMENCAM » et ne devront présenter aucune trace d'humidité. Le stockage sur le chantier sera à cet effet réalisé sur un plancher sec et ventilé. Tout stock qui ne présenterait pas un aspect de pulvérulence sera rebuté et évacué dans les trois jours.

g) Armatures :

Les armatures pour béton armé seront des aciers doux de 235 MPa et des aciers « TOR » avec une limite d'élasticité de 400 et conformes aux prescriptions du BAEL 91. Elles doivent être parfaitement propres, sans aucune trace de rouille, non- adhérence de peinture ou graisse.

Elles seront façonnées et mise en œuvre conformément au plan de ferrailage soumis par le cocontractant à l'approbation de l'Ingénieur du Marché avant le début des travaux.

h) Coffrage :

Les coffrages seront simples et robustes. Ils devront supporter sans déformation appréciable de poids et la poussée du béton, les effets de vibrations et le poids des hommes employés lors de la mise en œuvre. L'étanchéité des coffrages sera suffisante pour que l'excès d'eau ne puisse entraîner le ciment.

III - MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES

Installation de chantier

Les travaux d'installation de chantier seront à la charge de l'entreprise bénéficiaire du Contrat et se feront conformément aux plans et agréé par l'Ingénieur du Marché et le Maître d'Œuvre. Ils comprendront entre autre :

- L'aménagement et le repli du matériel ;
 - La mise en place sur le site des travaux d'un panneau indicatif de chantier comportant les informations sur le Marché ainsi que sur les différents intervenants.
 - L'isolation du site des travaux par tout moyen dont disposera l'entreprise ;
 - La location ou la construction en matériaux provisoires d'un magasin d'approvisionnement avec un bureau attenant où le cahier de chantier et les pièces graphiques seront disponibles en permanence ;
 - L'aménagement des aires de stockage des matériaux.
- Etudes et production des documents contractuels
- L'établissement des plans d'exécution et des détails aux échelles convenables :
 - Plan de distribution, fondations, toiture, façades, coupes et électrification à l'échelle 1/50^e ;
 - Plans de détails (ferrailage et coffrage des éléments en BA, mise en œuvre des claustras et caniveaux, etc) à l'échelle 1/20^e.

Ces plans signés par le Cocontractant seront remis impérativement à l'Ingénieur avec copie à l'Autorité Contractante (Brigade Départementale de Contrôle), au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre avant le début effectif des travaux.

L'entrepreneur devra mener des études pour établir le devis quantitatif effectif des travaux à exécuter dans le cadre du présent contrat. Un tableau comparatif entre les quantités du contrat et les quantités effectives à mettre en œuvre sera éventuellement établi.

Au risque de ne pas être prise en compte, aucune quantité supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable de l'Autorité Contractante.

- L'établissement du planning des travaux.
- L'établissement du journal de chantier.
- L'établissement du projet d'exécution

Avant le démarrage effectif des travaux, l'entrepreneur devra impérativement produire en six (06) exemplaires un projet d'exécution des travaux conforme au canevas fournis par l'Ingénieur de la lettre commande qu'il remettra au Maître d'œuvre. Après le visa de ce dernier, le projet d'exécution sera soumis à l'Ingénieur des travaux pour approbation.

- L'établissement du plan de recollement

Avant la réception provisoire, l'entrepreneur remettra au Maître d'œuvre six (06) exemplaires des dossiers d'exécution définitifs de l'ouvrage (plan de recollement) tenant compte des modifications éventuellement apportées au projet en cours de réalisation et donnant tous les renseignements sur les travaux exécutés ainsi que la nature, la provenance et la qualité des différents matériaux utilisés pour la construction sans oublier les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, les photos montrant l'ensemble de l'ouvrage ainsi que l'exécution des phases principales de celui-ci.

Débroussaillage du site et abattage d'arbres

Le débroussaillage sera effectué sur l'emplacement du bâtiment et sur une emprise de dix mètres (10 m) tout autour de celui-ci. Ce travail comprend toutes suggestions d'abattage d'arbres et de dessouchages.

L'abattage des arbres comprend la coupe, le dessouchage, le découpage des troncs en tronçon de longueurs définies par le Maître d'œuvre, l'évacuation des branches et souches hors des limites de l'emprise, en des lieux agréés. Il comprend également le transport et la mise en dépôt des bois récupérés en longueurs définies. Les tronçons de bois issus des travaux d'abattage seront mis à la disposition des populations locales.

LOT 200 : TERRASSEMENTS

Nivellement de la plate-forme

Un nivellement manuel ou mécanique d'une plate-forme sera effectué sur l'emplacement de l'ouvrage et sur une emprise de 5 m de part et d'autre de celui-ci. Les produits issus du nivellement seront enlevés pour stockage, pour réemploi ou évacuation à la décharge publique.

Fouilles en puits et en rigole

Les fouilles seront descendues jusqu'au bon sol, assurant une parfaite stabilité de l'ouvrage. Dans tous les cas, la profondeur de ces fouilles sera d'au moins 80 cm pour les semelles isolées et d'au moins 50 cm pour les fouilles en rigole. Les parois des fouilles seront bien dressées et les fonds parfaitement nivelés.

Remblais en terre des fouilles et sous dallage

Les terres provenant de ces fouilles seront sous réserve de leur bonne qualité, utilisées pour les remblais. Ceux-ci seront exécutés par couches successives de 20 cm, arrosées et compactées. Les terres excédentaires ainsi que celles de mauvaise qualité seront évacuées à la décharge publique ou en des lieux agréés par l'Ingénieur du Contrat. De toutes les manières, les remblais seront purgés de tout détrit, racines, matières végétales et graves.

LOT 300 : FONDATIONS

- Béton de propreté

Un béton maigre dosé à 150 kg/m³ de 5 cm d'épaisseur sera régalé sur les fonds de fouilles.

- Semelles isolées sous poteaux.

En béton armé dosé à 350 kg/m³, de section 20 x 60 x 60 pour poteaux et aciers en épingles T8 en maille de 15 x 15 cm maxi.

- Murs de fondation :

Les murs de fondations seront exécutés en agglomérés de ciment de 20 x 20 x 40 bourrés au béton ordinaire dosé à 200 kg/m³ au mortier de ciment ordinaire.

- Poteaux.

Ils seront faits en béton armé dosé à 350 kg/m³ de section 15 x 15.

* Cadres T6 tous les 25 cm en zone courante et tous les 20 cm en zone de recouvrement + 4 filants T10 pour poteaux 15 x 15.

- Dallage du sol

Le sol recevra un dallage en béton légèrement armé dosé à 300 kg/m³ de 08 cm d'épaisseur.

- Béton armé

* Béton : dosé à 350 kg/m³ ;

* Aciers : Treillis T6 ; maille 150 x 150.

- Chaînage

* Béton : dosé à 350 kg/m³ ;

* Aciers : cadres T6 tous les 20 cm + 4 filants T8 + 4 équerres T8 aux angles.

LOT 400 : MACONNERIES R ELEVATIONS

a) Murs en élévation

Les murs porteurs seront montés en agglomérés de ciment creux 15 x 20 x 40 suivant les indications des plans. Ces agglomérés devront offrir une résistance à l'écrasement non négligeable.

b) Poteaux

En béton armé dosé à 350 kg/m³, de section 15 x

15. Aciers : Cadres T6 tous les 20 cm + 4 filants T8.

c) Linteaux

En béton armé dosé à 350 kg/m³ de section 15 x 20 suivant épaisseur des murs.

Aciers : cadres T6 tous les 15 cm + 4 filants T8.

d) Chaînage haut

En béton armé dosé à 350 kg/m³ de section 15 x 15 :

Aciers : épingles T6 tous les 20 cm + 2 filants T6 aux angles + 2 équerres T6 aux angles.

e) Poutres de véranda

En béton armé dosé à 350 kg/m³ de section 20 x 20

Aciers : Cadres T6 tous les 15 cm + 4 filants T8

f) Poutres libres sur cloison amovible

En béton armé dosé à 350 kg/m³, de section 15 x 20

Aciers : Cadres T6 tous les 15 cm + 4 filants T8

g) Enduit

- Les enduits seront réalisés conformément au DTU 26-1.

- Les chapes et formes seront réalisées conformément au DTU 26-2.

- Les appuis de fenêtre seront réalisés suivant DTU 36-1 et 37-1.

Les enduits extérieurs ou intérieurs sur maçonneries de parpaing ou sur bétons seront réalisés au mortier de ciment mélangé de sable 0/5, parties fines dans la limite de 10 %. Le mortier peut recevoir un adjuvant SIKALATEX ou produit similaire agréé, dans la limite de 10%. Tous les enduits seront exécutés en 3 couches et auront une épaisseur moyenne de 15 mm pour les enduits intérieurs et de 20 à 25 mm pour les enduits extérieurs.

- 1^{ère} couche d'accrochage dosé à 500 kg de ciment.

- 2^{ème} couche intermédiaire ou corps d'enduit dosée à 400 kg de ciment.

- 3^{ème} couche de finition dosée à 300 kg de ciment pour les enduits intérieurs et 350 kg de ciment pour les enduits extérieurs.

Chaque couche d'enduit ne sera appliquée qu'après séchage complet de la précédente. Le support d'enduit devra être mouillé avant l'exécution et avant chaque application d'une couche précédente.

h) Tableau mural

Réalisé sur enduit, il sera fait au mortier de ciment armé d'un treillis soudé ou grillage fin.

- finition : lissée soigneusement au ciment ;

- Revêtement : 2 couches d'ardoisine de couleur verte ou noire dans les salles de classe et verte ou neutre dans la salle informatique.

k) Chape lissée

D'une épaisseur de 4 cm, elle sera réalisée avec un mortier de gros sable dosé à 400 kg/m³. Finition lissage à la barbotine de ciment.

l) Claustres

Suivant les indications des plans y afférents.

LOT 500 : CHARPENTE & COUVERTURE

Toutes les pièces de charpente seront réalisées en bois dur du pays, IROKO ou équivalent, choisi de première qualité, dont le taux d'humidité avant usinage sera inférieur à 20 %. Les bois (bastings, chevrons, planches, tasseaux, etc.) seront sains et exempts d'échauffement, de pourriture, de flache ou d'aubier. Les bois seront droits de fil, les nœuds seront évités, seuls les nœuds dont le diamètre ne sera pas supérieur à 10 % de la hauteur de la pièce seront tolérés. La qualité du sciage sera contrôlée, la pente du fil sur une face sera inférieure à 12%.

Tous les bois seront protégés en usine par trempage dans un produit de traitement fongicide et insecticide, ainsi qu'un traitement contre les termites. L'Entrepreneur devra avant application soumettre la marque, les références et le mode d'application à l'approbation de l'ingénieur. Les charpentes à conserver subiront un traitement complet insecticide et fongicide, en deux applications, des anciens bois, poutres, fermes et pannes

a) Charpente

Les fermes seront constituées de fermes doublées en bastings 3 x 15 en bois dur traité aux fongicide ou insecticide agréés par le Maître d'œuvre suivant indications des plans.

Les pannes seront en bois dur traité aux fongicide et insecticide agréés par l'Ingénieur, section 8 x 8 suivant indication des plans.

La planche de rive utilisée sera en bois dur raboté sur une face. D'épaisseur convenable, elle recevra un revêtement en tôle alu lisse.

b) La couverture

La couverture sera réalisée en tôle bac aluminium 6/10^e fixée sur les pannes par des tire-fond de 8 x 80 avec accessoires. Le faîtage sera relevé et couvert avec des tôles faîtières ;

c) Plafond

Solivage en bois dur traité aux fongicide et insecticide agréés par l'Ingénieur de section 4 x 8 mini. Les champs seront rabotés.

Habillage en contre-plaqué de 4 mm en plaques de 60 x 120 à l'intérieur de la maison et sur la terrasse, et en tôle lisse sur les débords extérieurs du bâtiment.

- Couvre-joints périphériques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ;
- Trappe de visite en des points spécifiques de la maison ;
- Trous de ventilation perforés sur des plaques extérieurs au droit des quatre coins du bâtiment.

LOT 600 : MENUISERIE EN BOIS

L'utilisation des plantes tropicales est obligatoire pour les travaux de menuiserie bois. Les bois durs tropicaux seront traités et utilisés conformément aux normes AFNOR.

NFX 40650 — préservation du bois dans la construction

NFX 406501 — protection des constructions contre les termites (en France).

Tous les bois doivent être traités aux fongicides et insecticides (capricorne des maisons, vrillettes, lyctus, termites, champignons, etc....). Le traitement doit être effectué à l'usine de fabrication des menuiseries, après usinage, pour que toutes les faces soient imprégnées, qu'elles soient apparentes ou cachées après mise en œuvre.

L'entrepreneur assurera la pose de cadres et aura à sa charge la fourniture des pattes à scellement servant à leur fixation. Les menuiseries seront posées sur le gros œuvre, avant application des enduits.

Toutes les menuiseries devront être stockées dans un local ventilé, à l'abri des intempéries.

L'entreprise aura à sa charge la pose et la fourniture des serrures et accessoires de pose. Elle sera responsable de toute perte ou dégradation qui seraient produites sur ces serrures ou clés jusqu'à la réception des ouvrages de menuiseries.

LOT 600 : MENUISERIE METALLIQUE

Le présent chapitre règle les conditions d'exécution des travaux de menuiserie métallique et serrurerie. Il définit de même la description des ouvrages à mettre en œuvre et leur localisation. Les travaux comprennent :

- La pose de portes métalliques pleines à un ou deux vantaux ;
- La pose de grille antivol avec cadre en cornière de 25, barreaudage en tube carré de 20 espacés de 10 cm et entretoises en tube carré de ;
- La pose de cornières de 30 mm sur véranda et estrade

Les barres, profilés et tôles seront en acier répondant aux prescriptions des normes françaises ou équivalent.

Ils seront exempts de défauts, tels que pailles, criques, ou piqures. Les profilés tubulaires seront totalement exempts de calamine. Ils seront choisis dans la gamme des tubes profilés formés à chaud et soudés, épaisseur mince ou forte selon les exigences de résistance.

Les tôles seront bien planées et d'un seul morceau pour chaque vantail de porte.

Les éléments en acier recevront une protection par application de peinture primaire glycérophthalique de bonne qualité.

Les assemblages seront réalisés selon le cas par soudure ou par goujons, goupilles et vis. Ils seront réalisés de telle sorte qu'ils puissent résister sans déformation permanente, ni amorce de rupture, aux essais mécaniques. Quels que soient les procédés de réalisation utilisés, les assemblages ne devront pas permettre les infiltrations et le séjour de l'eau dans les profilés assemblés. Sur les parties apparentes, les soudures seront enlevées ou ragréées sur toutes les surfaces où elles seraient nuisibles à l'aspect, à l'étanchéité et au bon fonctionnement des ouvrages. Les ouvrages façonnés et assemblés ne devront pas présenter de déformations. Toutes dispositions seront prises pour respecter cette exigence compte tenu notamment du transport, du stockage et de la mise en œuvre des éléments pré façonnés en atelier.

Les éléments accessoires - paumelles - pattes à scellement - platines, etc... seront toujours protégés par une protection antirouille comme indiqué ci-dessus. Toutes les portes seront équipées de serrure en applique à bec de cane et à condamnation, et de deux poignées chromées.

LOT 700 : ELECTRICITE

Les travaux comprennent conformément aux plans et schémas, selon les normes, l'ensemble de la fourniture et la pose de :

- Tous les appareillages électriques, interrupteurs, prises de courant, ...
- Toutes les canalisations électriques principales et secondaires, gaines chemin de câble, fils et câbles...
- Tout matériel d'éclairage, luminaires et hublots.
- Les armoires et coffrets de répartition en boîtes de raccordement.
- Tout le matériel pour les courants faibles.

Les canalisations principales seront en câble U 1000 R02V, avec en bout une attente de 1,5 mètre linéaire de câble dans une boîte encastrée en attente équipée de bornes calibrées.

Les liaisons entre TGBT et les tableaux divisionnaires seront en câble type U1000 R02V passé en enterré et sous fourreaux PVC. Les canalisations terminales (ou secondaires) seront en câble ou fils TH, passé sous gaines ICD grises dans les faux plafonds, et sous gaines ICD orange noyées dans les dalles.

Pour ces canalisations, les sections minimales seront :

- 1,5 mm² pour la lumière ;
- 2,5 mm² pour les prises de courant ;
- 4 mm² pour les prises de courant dit force.

Le Cocontractant doit également assurer les liaisons équipotentielle au niveau des salles d'eau. Les câbles des alimentations principales comportent le conducteur de protection vert - jaune.

Câble. Pour ces canalisations terminales, les sections minimales des câbles seront :

- Fil TDH-H07 1 x 1,5 mm² liaison sous gaine encastrée entre foyers lumineux et points de commande ;
- Fil TDH-H07 1 x 2,5 mm² liaison sous gaine encastrée pour ^prise de courant ;
 - Protection.

Réalisation d'une prise de terre en fond de fouilles comprenant :

- Ceinturage et remonté par câble de cuivre nu de 29 mm² de section
- Barrettes de coupure type plates de LEGRAND
- Conducteurs H 1 x 16 mm² vert-jaune
- Fourreaux de 21
 - Boîtes pour dérivation encastrées
- Boîtes rectangulaires livrées avec couvercle à vis.
- Parois avec entrées défonçables.
- Lamelles multi faces munies de couvercle avec rattrapage d'aplomb.

Réf. 89275 Type Batik marque LEGRAND ou similaire.

- Luminaires
 - Luminaire fluo 1 x 36 W
 - Réglette 1 x 36, IP 20, MAZDA rb ECO 136 IC

L'axe des interrupteurs sera placé à 1,10 m du sol et à 0,15 m du cadre des portes, du côté opposé à l'ouverture des portes. (Voir plans). Chaque interrupteur sera posé de sorte que l'allumage soit obtenu par la position basse du mécanisme.

LOT 800 : PEINTURES

Les travaux de peinture comprendront toutes suggestions d'égrenage, de ponçage et de rebouchage à l'enduit de peinture.

- Impression
 - Murs : chaux
 - Plafond : peinture agréée par l'ingénieur
 - Bois : glycéro dilué.
- Finition

Murs et plafond

- Plafonds : peinture agréée par l'Ingénieur en deux couches ;
- Murs extérieurs : peinture agréée par l'Ingénieur en deux couches ;
- Murs intérieurs : peinture agréée par l'Ingénieur en deux couches ;
- Soubassement et plinthe : peinture glycérophthalique en deux couches.

LOT 900 : VRD

- Caniveaux

Il sera exécuté des caniveaux en béton armé de 10cm d'épaisseur (parois et fond du caniveau), de 40 cm de large et 30 cm de profondeur, avec fond en béton légèrement armé. Ils auront pour rôle de collecter et d'évacuer dans la nature les eaux issues de la toiture. Les zones où seront exécutés les caniveaux seront fixées contradictoirement lors de l'exécution des travaux en fonction de la configuration du terrain. Ces caniveaux seront couverts de dalles préfabriquées en béton armé aux droits des entrées extérieures sur une largeur de 1 m. Une pente minimale de 2% sera exécutée au fond desdits caniveaux pour faciliter l'écoulement des eaux.

- Dallage extérieur

Les murs de soubassement seront protégés par un dallage de 60 cm de largeur et 08 cm d'épaisseur tout autour du bâtiment. Aux endroits ne nécessitant pas la mise en œuvre des caniveaux, le dallage extérieur sera bordé par des agglos de 15 bourrés.

Ce dallage sera en béton ordinaire dosé à 300 kg/m³.

- Rampe d'accès pour personnes handicapées

Une rampe en béton rugueux avec une pente convenable sera aménagée afin de faciliter l'accès au bâtiment aux personnes handicapées.

N.B : L'entrepreneur tiendra compte des erreurs ou omissions qui résulteraient de l'exploitation des différents documents constitutifs de cette lettre commande.

CAHIER DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET
SOCIALES
(CCES)

CAHIER DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES
(CCES)

CHAPITRE I : CONTEXTE ET JUSTIFICATION

CHAPITRE II : INFORMATIONS ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

CHAPITRE III : ENTRETIEN ET GESTION DES DECHETS

CHAPITRE IV : MESURES PREVENTIVES CONTRE LES NUISANCES SONORES ET LES
EMISSIONS DE POUSSIÈRES

CHAPITRE V : STOCKAGE ET UTILISATION DES SUBSTANCES POTENTIELLEMENT
POLLUANTES

- 5.1 Carburant et lubrifiants
- 5.2 Autres substances potentiellement polluantes
- 5.3 Gestion des pollutions accidentelles
- 5.4 Principes d'intervention suite à une pollution accidentelle

CHAPITRE VI : PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE

CHAPITRE VII : CONSERVATION DE L'INTEGRITE PAYSAGERE DU SITE

CHAPITRE VIII : ASPECTS SOCIAUX ET CULTURELS

CHAPITRE IX : OUVERTURE ET EXPLOITATION DES CARRIERES ET EMPRUNTS

CHAPITRE X : SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

CHAPITRE XI : ABANDON DES INSTALLATIONS EN FIN DES TRAVAUX

PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES A RESPECTER PAR L'ENTREPRENEUR

Etant donné que les activités de construction pourraient avoir des impacts négatifs sur le cadre physique et apporter des désagréments, gênes ponctuelles aux zones avoisinantes et aux riverains, il est essentiel de définir et respecter des règles (y compris les interdictions spécifiques et les mesures à prendre pour la gestion de la construction) qui devront être soigneusement respectées par les contractants.

L'information qui suit, est donnée à titre de prescriptions à insérer, sous réserve d'éventuelles adaptations légères, au cahier des clauses techniques particulières du dossier d'appel d'offres des différents types d'ouvrage qui seront financés dans le cadre de ce programme. Elles devront être suivies en liaison avec la législation nationale en matière de santé, sécurité et hygiène au travail.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les présentes clauses visent la prise en compte de la dimension environnementale et sociale dans la planification et l'exécution du projet à travers la mise en œuvre du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).

Ainsi, l'intégration de prescriptions environnementales et sociales dans le DAO telle que préconisée dans la stratégie de mise en œuvre du CGES permet à l'entreprise adjudicataire du marché d'apprécier sa responsabilité environnementale et d'en tenir compte dans le planning et l'exécution des travaux.

Ces prescriptions devront être respectées, sans exception, par l'Entrepreneur. A cet effet, elles feront l'objet d'un contrôle au cours des missions de visite de chantier.

De même, l'entrepreneur demeure responsable des accidents ou dommages écologiques qui seraient la conséquence de ces travaux ou des installations liées au chantier.

2. INFORMATIONS ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

L'entrepreneur doit, en rapport avec le maître d'œuvre, veiller rigoureusement au respect des directives suivantes :

1. Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux sur le calendrier des travaux, l'interruption des services et les détours à la circulation, selon les besoins;
2. Limiter les activités de construction pendant la nuit. S'ils sont nécessaires, veiller à ce que le travail nocturne soit soigneusement planifié et que la communauté soit informée pour qu'elle puisse prendre les mesures nécessaires ;
3. Procéder à la signalisation des travaux ;
4. Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA pour les ouvriers et les populations locales...
5. Faire interdire : (i) la coupe des arbres pour toute raison en dehors de la zone de construction approuvée ; (ii) chasser ou capturer la faune locale ; (iii) utiliser des produits toxiques non approuvés, tels que des peintures au plomb ; (iv) perturber quoi que ce soit ayant une valeur architecturale ou historique ;
6. La communauté sera avisée au moins cinq jours à l'avance de toute interruption de service (eau, électricité, le téléphone), par voies de presse (en privilégiant les radios communautaires ou locales lorsqu'elles existent).

3. ENTRETIEN ET GESTION DES DECHETS

Pendant la durée du chantier, l'Entrepreneur veillera à ce que l'ensemble du site et ses abords soient maintenus en bon état de propreté et à ce que les déchets produits soient correctement gérés en prenant les mesures suivantes :

- Suivre les procédures appropriées en ce qui concerne l'entreposage, la collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux. Pour les déchets comme les huiles usagées, il est indispensable de les collecter et de le remettre à des repreneurs agréés ;

- Identifier et délimiter clairement les aires d'élimination et spécifiant quels matériaux peuvent être déposés dans chaque aire ;
- Contrôler le placement de tous les déchets de construction (y compris les excavations de sol) dans des sites d'élimination approuvés (>300 m des rivières, cours d'eau, lacs ou terres marécageuses) ;
- Placez dans les aires autorisées toutes les ordures, métaux, huiles usées et matériaux en excès produits pendant la construction en incorporant des systèmes de recyclage et la séparation des matériaux ;
- L'Entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour éviter la dispersion par le vent ou les eaux de pluie par exemple avant l'élimination des déchets ;
- Les produits du décapage des emprises des Terrassements seront mis en dépôt et éventuellement réemployés,
- Le transport des terres dans l'emprise du terrain sur les lieux à remblayer ou leurs évacuations aux décharges publiques ;
- Minimiser la génération des déchets pendant la construction et réutiliser les déchets de construction là où c'est possible ;

Les mesures suivantes devront être prises pour l'entretien du chantier:

- Identifier et délimiter les aires pour l'équipement d'entretien (loin des rivières, cours d'eau, lacs ou terres marécageuses) ;
- Veiller à ce que toutes les activités de l'équipement d'entretien soient faites dans les zones d'entretien délimitées ;
- Ne jamais éliminer de l'huile ou la verser sur le sol, dans les cours d'eau, les zones basses, les cavités des carrières désaffectées

4. MESURES PREVENTIVES CONTRE LES NUISANCES SONORES ET LES EMISSIONS DE POUSSIÈRES

L'Entrepreneur prêter une attention particulière pour limiter les éventuelles nuisances par le bruit. A cet effet, il devra respecter les seuils de bruit prescrits par la Loi.

Il veillera à limiter l'usage des engins bruyants au strict nécessaire et arrêtera ceux qui ne servent pas (groupe électrogène par exemple). Sauf cas d'urgence, les nuisances sonores (engins, véhicules, etc.) à proximité d'habitations, seront prohibées de 19 heures à 8 heures ainsi que le week-end et les jours fériés.

Lors de l'exécution des travaux, pour lutter contre la poussière et les désagréments, le contractant devra:

- limiter la vitesse de la circulation liée à la construction à 24 km/h dans les rues, dans un rayon de 200 mètres autour du chantier et limiter la vitesse de tous les véhicules sur le chantier à 16 km/h ;

5. STOCKAGE ET UTILISATION DES SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES

De manière générale, le stockage et la manipulation de substances potentiellement polluantes ou dangereuses (huiles, carburant...) devra respecter les principes suivants :

- limitation des quantités stockées ;
- stockage organisé, en un site ou selon des modalités ne permettant pas l'accès à une personne extérieure au chantier ;
- manipulation par des personnels responsabilisés ;
- signalisation du site de stockage par un panneau indiquant la nature du danger.
- Le stockage des produits chimiques liquides se fera sur rétention pour prévenir les déversements accidentels et la pollution du sol ;
- Les produits chimiques utilisés devront être munis de fiche de données de sécurité (FDS) à afficher sur le lieu de stockage

5.1. Carburants et lubrifiants

Dans le cas où l'entrepreneur utilise dans le chantier des carburants et lubrifiants, ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels. A l'issue des travaux, le site du chantier sera débarrassé de toutes traces ou sous-produits.

5.2. Autres substances potentiellement polluantes

L'emploi d'autres substances potentiellement polluantes sera signalé au maître d'œuvre avant leur utilisation. L'entreprise apportera la preuve du caractère légal de leur emploi et le maître d'œuvre avisera les services techniques compétents pour autorisation et éventuellement prescription de consignes de précaution.

5.3. Gestion des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'Entrepreneur avisera sans délai le maître d'œuvre. En fonction de la composante de l'environnement concernée par la pollution, les services techniques compétents seront avisés. L'Entrepreneur prendra toute disposition utile pour faire cesser la cause du problème et procéder au traitement de la pollution. Les consignes conservatoires prescrites devront être rapidement mise en œuvre.

5.4. Principe d'intervention suite à une pollution accidentelle

En cas de déversement accidentel de substances polluantes, les mesures suivantes devront être prises :

- éviter la contamination du sol par le saupoudrage de produits absorbants spécifiques ;
- en cas de proximité d'une source d'eau (puits, cours d'eau...), éviter la contamination des eaux par blocage, barrage, digue de terre, dans un premier temps ;
- excaver les terres polluées au droit de la surface d'infiltration ;
- traiter les parties polluées de façon écologiquement rationnelle (mise en décharge, enfouissement, incinération, selon la nature de la pollution)

6. PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE

Il sera fait une stricte application de la réglementation en vigueur (code forestier). D'une façon générale, l'emploi du feu est interdit sur le chantier sauf dérogation expresse délivrée par le maître d'œuvre dans la limite des permissions édictées par la réglementation nationale en vigueur. Dans ce cas, l'Entrepreneur observera les consignes minimales suivantes :

- brûlage autorisé uniquement par vent faible ;
- site préalablement débroussaillé sur vingt mètres de rayon ;
- feu sous surveillance constante d'une personne compétente armée de moyens de lutte contre l'incendie ; - en cas de propagation, alerte rapide des secours et du maître d'œuvre par tout moyen ;
- extinction totale du foyer en fin du brûlage. Le recouvrement par de la terre est interdit.

7. CONSERVATION DE L'INTEGRITE PAYSAGERE DU SITE

Aucune atteinte ne sera portée à la végétation située hors de l'emprise des ouvrages, des accès ou des aires de travail ou de stockage prévues. De plus, des mesures de protection sur les essences protégées ou rares devraient être prises.

Seul l'abattage des arbres autorisé par le service forestier est toléré (se conformer aux dispositions du code forestier en cas d'abattage d'arbre ou de déboisement). Des pénalités sont encourues en cas d'abattage non autorisé d'arbre ou la destruction de la végétation du site. L'Entrepreneur devrait effectuer une plantation de compensation après les travaux en cas de déboisement ou d'abattage d'arbres.

Les matériaux utilisés pour les travaux (sable et gravier notamment) doivent obligatoirement provenir des carrières et sablières autorisées et contrôlées par le service des mines. Conformément aux dispositions du code minier, les carrières et sites d'emprunts devront être impérativement réhabilités.

La remise en état des lieux avant repli de chantier pourra être imposée en cas de modification significative du site.

Toute zone de sensibilité environnementale doit être contournée par le projet (exemple des zones d'inondation saisonnière). Aussi, toutes les précautions doivent être prises afin de préserver les points d'eau (puits, sources, fontaines, mares...)

8. ASPECTS SOCIAUX ET CULTURELS

Pour permettre au projet de générer des retombées positives sur le milieu social d'accueil, l'Entrepreneur veillera à :

1. éviter que le projet modifie les sites historiques, archéologiques, ou culturels ;
2. prendre en charge les préoccupations des femmes et favoriser leur implication dans la prise de décision ;
3. recruter en priorité la main d'œuvre non qualifiée dans la population locale.

Les mesures suivantes sont à prendre au cas où des objets de valeur culturelle ou religieuse seraient mis à jour pendant les excavations :

- arrêter le travail immédiatement à la suite de la découverte de tout matériel ayant une valeur possible archéologique, historique ou paléontologique, ou autre valeur culturelle, de faire connaître les trouvailles au promoteur et de la notifier aux autorités compétentes ;
- protéger les objets autant que possible en utilisant des couvertures en plastique et prendre le cas échéant des mesures pour stabiliser la zone afin de protéger correctement les objets;
- ne reprendre les travaux qu'après avoir reçu l'autorisation des autorités compétentes.

9. OUVERTURE ET EXPLOITATION DES CARRIERES ET EMPRUNTS

L'Entrepreneur doit demander les autorisations prévues par les textes et règlements en vigueur dont le code minier avant toute ouverture et exploitation de nouvelle carrière. Avant de solliciter l'autorisation d'ouverture de nouvelles zones d'emprunts, les emprunts retenus pour les travaux d'entretien devront être épuisés.

10. SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

- assurer la sécurité de la circulation.
- les tranchées seront au besoin, entourées de solides barrières,
- un éclairage des barrières et des passerelles sera assuré pendant la nuit
- assurer la signalisation et le gardiennage imposés.
- assurer le passage des véhicules, sauf impossibilité absolue
- les routes ne seront pas coupées en même temps sur plus de la moitié de leur largeur
- les tranchées longeant les routes et engageant l'emprise de celles-ci ne seront pas ouvertes sur une longueur supérieure à 200 m ;
- préserver de toutes dégradations les murs des riverains, les ouvrages des voies publiques, tels que bordures, bornes etc.... les lignes électriques ou téléphoniques et les canalisations et câbles de toute nature rencontrés dans le sol.
- Maintenir en état de fonctionnement, pendant toute la durée des travaux, les câbles existants et les canalisations et installations existantes assurant la distribution d'eau potable, ou l'évacuation des eaux usées.

11. ABANDON DES INSTALLATIONS EN FIN DE TRAVAUX

A la fin des travaux, l'Entrepreneur doit réaliser tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. L'Entrepreneur récupère tout son matériel, engins et matériaux. Il ne peut abandonner aucun équipement ni matériaux sur le site, ni dans les environs. Les aires bétonnées sont démolies et les matériaux de démolition mis en dépôt sur un site adéquat approuvé par l'ingénieur. Au moment du repli, les drains de l'installation sont curés pour éviter l'érosion accélérée du site.

S'il est dans l'intérêt du Maître d'ouvrage de récupérer les installations fixes pour une utilisation future, l'Administration peut demander à l'Entrepreneur de lui céder sans dédommagement les installations sujettes à démolition lors d'un repli.

Après le repli du matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au PV de la réception des travaux.

Pièce n°6 :
Cadre du bordereau des prix
unitaires

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN
BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N° PRIX	Désignation des travaux	U	PRIX UNITAIRE EN CHIFFRES
	LOT 100 : TRAVAUX PRÉPARATOIRES		
101	Installation du chantier Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et au forfait de l'ensemble des tâches d'études et d'installation du chantier, il comprend notamment : - Toutes les tâches de visite de site, d'élaborations des divers documents de soumissions y compris les plans d'exécution - L'approvisionnement général du site et tout matériel et matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. - Les charges d'intendance des personnels de chantier. - Toutes sujétions permettant le bon démarrage des travaux. Prix en lettres	ff	
102	Nettoyage du site Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le forfait de nettoyage du chantier pendant et après les travaux, le ramassage des débris et gravats issus des travaux de démolition. Il tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés Prix en lettres : _	ff	
	LOT 200 : TRAVAUX PRÉLIMINAIRES		
201	Démolition de la chape lissée existante Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de démolitions notamment : - La démolition partielle de la chape lissée, - Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés Prix en lettres : _	m²	
202	Dépose charpente - couverture Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues	m²	

	<p>dans le contrat le mètre-carré (m²) de dépose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dépose totale de la charpente couverture, - Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
203	<p>Dépose des parties du plafond et mise en dépôt de débris</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de dépose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dépose totale du plafond, - Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
204	<p>Nettoyage des surfaces à peindre à la brosse métallique</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le forfait de nettoyage des surfaces à peindre à la brosse métallique.</p> <p>Il tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ff	
LOT 300 : MACONNERIES – Béton – Revêtement			
301	<p>Raccord de maçonnerie y compris toutes suggestions</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de toute reprise de maçonneries et les différents raccords entre ancienne et nouvelle maçonnerie.</p> <p>Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
302	<p>Claustra</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de toute mis en œuvre dans la fabrication et la pose des claustras.</p> <p>Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
303	<p>□ Béton armé pour poteaux dosé à 350 kg/m³</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions définies dans</p>	m ³	

	<p>les conditions générales définies dans le marché et suivant les prescriptions techniques du CCTP le mètre-cube de béton armé dosé à 350 kg/m³ mis en œuvre dans le coulage des poteaux et le chaînage haut inscrits dans les élévations de l'ouvrage.</p> <p>Il comprend donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et le transport du sable jusqu'au site choisi. - La fourniture du bois de coffrage. - La fourniture et le transport sur site des gravillons nécessaires. - La fourniture, le transport sur site et tout autre personnel, matériels et petit outillage nécessaires au façonnage des aciers. - Le ravitaillement en eau du chantier et toute autre suggestion. - La fourniture et le transport sur site du ciment. <p>Le mètre-cube de béton armé dosé pour semelles, des poteaux et chaînage à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
304	<p>Chape lisse</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le m² (mètre-carré) de chape ordinaire lissée au mortier dosé à 400 kg/m³. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges de ravitaillement du chantier en eau, ciment, sable, et autres petits matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre de cette chape lissée. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute autre sujétion facilitant la qualité des travaux et l'accroissement du rendement. <p>Le m² (mètre-carré) de chape ordinaire lissée au mortier à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
	LOT 400 : PLAFOND		
401	<p>Plafond en panneaux de contreplaqué fixé sur ossature en bois dur traité</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de plafond en contreplaqués.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges incluant l'achat, le transport et la mise en chantier du bois dur de section 04 x 08 cm pour le solivage. - Les charges pour l'habillage en contreplaqués de 04 mm 	m ²	

	<p>y compris les frais généraux, transport, fourniture, etc...</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges de perforation des trous de ventilation - Les charges salariales pour personnels mobilisés, y compris le matériel et outillage. - Et toutes sujétions facilitant la qualité des travaux. Le mètre- carré (m²) de plafond en contre-plaqué à : Prix du m² en lettres :... 		
402	<p>Plafond extérieur en tôle lisse fixé sur ossature en bois dur traité</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de plafond en tôle lisse.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges incluant l'achat, le transport et la mise en chantier du bois dur de section 04 x 08 cm pour le solivage. - Les charges pour l'habillage en tôle lisse y compris les frais généraux, transport, fourniture, etc... - Les charges de perforation des trous de ventilation - Les charges salariales pour personnels mobilisés, y compris le matériel et outillage. - Et toutes sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre-carré (m²) de plafond en tôle lisse à : Prix du m² en lettres :....</p>	m ²	
403	<p>Couvre joint en bois dur traité</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, mètre linéaire (ml) de bois de couvre joint de section 1x4 cm.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du bois dur à traiter, la fourniture, le transport, le conditionnement, la manutention. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - L'achat du matériel et outillage nécessaire à la mise en œuvre - Toute sujétion facilitant la qualité des travaux <p>Le mètre linéaire (ml) de bois de couvre joint à : Prix unitaire en lettres :.....</p>	ml	
	LOT 500 : CHARPENTE COUVERTURE		
501	<p>Couverture en tôle bac alu 6/10ème - Teinte naturelle</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de couverture en tôle bac alu de 6/10è.</p>	m ²	

	<p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat, de transport, de manutention de tôles bac y compris matériels. - Les charges salariales liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Les sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre-carré de couverture à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
502	<p>Bois dur et traité pour charpente</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, m³ (le mètre cube) de bois de charpente pour le montage des fermes finie et mise en place y compris les pannes de section 8x8 cm. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du bois dur à traiter, la fourniture, le transport, le conditionnement, la manutention. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - L'achat du matériel et outillage nécessaire à la mise en œuvre - Toute sujétion facilitant la qualité des travaux <p>Le m³ (le mètre cube) de bois de charpente à :</p> <p>Prix unitaire en lettres :</p>	m ³	
503	<p>Planche de rive</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de planches de rive de section 03x30 cm en bois dur raboté et traité.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'achat des planches, le rabotage, le traitement, le transport, la manutention, et le conditionnement. - Les charges liées aux matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute sujétion facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre linéaire (ml) de planches à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ml	
504	<p>Tôle faitière 50 cm de large</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de tôle faitière.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p>	ml	

	<ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat, de transport, de manutention de tôles faîtières y compris matériels. - Les charges salariales liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Les sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre linéaire (ml) de tôle faîtière à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
505	<p>Tôle de rive de 30 cm en Alu</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de tôle de rive.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat, de transport, de manutention de tôles rives y compris matériels. - Les charges salariales liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Les sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre linéaire (ml) de tôle faîtière à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ml	
506	<p>Réhabilitation toiture (remplacement des tôles et étanchéité)</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le forfait Réhabilitation toiture (remplacement des tôles et étanchéité) .</p> <p>Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ff	
	LOT 600 : MENUISERIE BOIS ET METALLIQUE		
601	<p>Porte métallique de 73 x 213 y compris cadre, serrure à canon ...</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, l'unité de Porte métallique de 73 x 213 y compris cadre, serrure à canon.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du matériel pour confection des portes bois. - Les frais de fabrication. - La fourniture et la pose des serrures de bonne qualité ; - Les charges de transport, de manutention et de fourniture en chantier, y inclus la fixation. - Les charges salariales pour personnels mobilisés pour la mise en œuvre. 	U	

	<p>- Et toutes sujétions assurant la qualité des travaux. L'unité (U) de fourniture de Porte métallique à : Prix en lettre :.....</p>		
602	<p>Porte métallique de 97 x 206 y compris cadre, serrure à canon ...</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, l'unité de Porte métallique de 97 x 206 y compris cadre, serrure à canon. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du matériel pour confection des portes bois. - Les frais de fabrication. - La fourniture et la pose des serrures de bonne qualité ; - Les charges de transport, de manutention et de fourniture en chantier, y inclus la fixation. - Les charges salariales pour personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Et toutes sujétions assurant la qualité des travaux. <p>L'unité (U) de fourniture de Porte métallique à : Prix en lettre :.....</p>	m ²	
	LOT 700 : ELECTRICITE		
701	<p>Révision du réseau électrique y compris installations</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le for fait de toute la révision générale du réseau électrique y compris la fourniture et la pose des réglettes, interrupteurs, boîtiers et toutes sujétions. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges liées aux personnels et matériels mobilisés pour le décapage. - Toute autre sujétion facilitant la qualité des travaux et l'accroissement du rendement. <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ff	
	LOT 800 : PEINTURE		
801	<p>Peinture sur murs intérieurs</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de murs intérieurs en maçonnerie à revêtir par de la peinture. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprégnation du mur à la chaux y compris toutes sujétions d'acquisition de chaux pour imprégnation, et de 	m ²	

	préparation des surfaces. - L'application de Pantex 800 ou équivalent en deux couches pour la finition. - Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux. Le mètre carré (m ²) à : P r i x e n l e t t r e s : _		
802	Peinture sur Plafond Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m ²) de plafond à revêtir par de la peinture. Ce prix rémunère entre autre : - L'imprégnation du plafond au pantimat y compris toutes sujétions d'acquisition de peinture pour imprégnation, et de préparation des surfaces. - L'application de Pantex 800 ou équivalent en deux couches pour la finition. - Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux. Le mètre carré (m ²) à : P r i x e n l e t t r e s : _	m ²	
803	Peinture sur murs intérieurs Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m ²) de murs extérieurs en maçonnerie à revêtir par de la peinture. Ce prix rémunère entre autre : - L'imprégnation du mur à la chaux y compris toutes sujétions d'acquisition de chaux pour imprégnation et de préparation des surfaces. - L'application de Pantex 1300 ou équivalent en deux couches pour la finition. - Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux. Le mètre carré (m ²) à : P r i x e n l e t t r e s : _	m ²	
804	Peinture à huile sur soubassement, menuiseries bois et métalliques Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m ²) de soubassement, menuiseries bois et métalliques à revêtir par de la peinture. Ce prix rémunère entre autre : - L'imprégnation des menuiseries bois Glycéro y compris	m ²	

	<p>toutes sujétions d'acquisition de Glycéro pour imprégnation, et de préparation des surfaces. -</p> <p>L'imprégnation des menuiseries métalliques à l'antirouille y compris toutes sujétions d'acquisition d'antirouille pour imprégnation, et de préparation des surfaces.</p> <p>- L'application de peinture glycérophtalique en deux couches pour la finition des menuiseries bois et métalliques.</p> <p>- Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux.</p> <p>Le mètre carré (m²) à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
	LOT 900 : VRD		
901	<p>Caniveaux 40 X 40 autour du bâtiment</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de caniveau réalisé</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges de ravitaillement du chantier en ciment, graviers, sable, eau, bois de coffrage etc. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute autre sujétion facilitant la qualité des travaux. <p>le mètre linéaire (ml) de caniveau exécuté à. P r i x e n l e t t r e s : _ </p>	ml	
902	<p>Dallage autour du bâtiment sur une largeur de 60 cm</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de dallage extérieur en béton ordinaire de 8 cm d'épaisseur, 60 cm de largeur, dosé à 300 kg/m³. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges de ravitaillement du chantier en eau, sable, gravillons et celles liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute sujétion facilitant la qualité du rendement des travaux pour l'exécution du dallage extérieur <p>Le mètre carré (m²) de dallage à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m2	

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION
D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N° PRIX	Désignation des travaux	U	PRIX UNITAIRE EN CHIFFRES
	LOT 100 : TRAVAUX PRÉPARATOIRES		
101	Installation du chantier Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et au forfait de l'ensemble des tâches d'études et d'installation du chantier, il comprend notamment : - Toutes les tâches de visite de site, d'élaborations des divers documents de soumissions y compris les plans d'exécution - L'approvisionnement général du site et tout matériel et matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. - Les charges d'intendance des personnels de chantier. - Toutes sujétions permettant le bon démarrage des travaux. Prix en lettres	ff	
102	Nettoyage du site Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le forfait de nettoyage du chantier pendant et après les travaux, le ramassage des débris et gravats issus des travaux de démolition. Il tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés Prix en lettres :	ff	
	LOT 200 : TRAVAUX PRÉLIMINAIRES		
201	Démolition de la chape lissée existante Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de démolitions notamment : - La démolition partielle de la chape lissée, - Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés Prix en lettres :	m²	
202	Dépose charpente - couverture	m²	

	<p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de dépose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dépose totale de la charpente couverture, - Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
203	<p>Dépose des parties du plafond et mise en dépôt de débris</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de dépose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dépose totale du plafond, - Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
204	<p>Nettoyage des surfaces à peindre à la brosse métallique</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le forfait de nettoyage des surfaces à peindre à la brosse métallique.</p> <p>Il tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ff	
	LOT 300 : MACONNERIES – Béton – Revêtement		
301	<p>Raccord de maçonnerie y compris toutes suggestions</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de toute reprise de maçonneries et les différents raccords entre ancienne et nouvelle maçonnerie.</p> <p>Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
302	<p>Claustra</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le mètre-carré (m²) de toute mis en œuvre dans la fabrication et la pose des claustras.</p> <p>Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
303	<p>□ Béton armé pour poteaux dosé à 350 kg/m³</p>	m ³	

	<p>Ce prix rémunère dans les conditions définies dans les conditions générales définies dans le marché et suivant les prescriptions techniques du CCTP le mètre-cube de béton armé dosé à 350 kg/m³ mis en œuvre dans le coulage des poteaux et le chaînage haut inscrits dans les élévations de l'ouvrage.</p> <p>Il comprend donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et le transport du sable jusqu'au site choisi. - La fourniture du bois de coffrage. - La fourniture et le transport sur site des gravillons nécessaires. - La fourniture, le transport sur site et tout autre personnel, matériels et petit outillage nécessaires au façonnage des aciers. - Le ravitaillement en eau du chantier et toute autre suggestion. - La fourniture et le transport sur site du ciment. <p>Le mètre-cube de béton armé dosé pour semelles, des poteaux et chaînage à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
304	<p>Chape lisse</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le m² (mètre-carré) de chape ordinaire lissée au mortier dosé à 400 kg/m³. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges de ravitaillement du chantier en eau, ciment, sable, et autres petits matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre de cette chape lissée. - - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute autre sujétion facilitant la qualité des travaux et l'accroissement du rendement. <p>Le m² (mètre-carré) de chape ordinaire lissée au mortier à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
	LOT 400 : PLAFOND		
401	<p>Plafond en panneaux de contreplaqué fixé sur ossature en bois dur traité</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de plafond en contreplaqués.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges incluant l'achat, le transport et la mise en chantier du bois dur de section 04 x 08 cm pour le solivage. 	m2	

	<ul style="list-style-type: none"> - Les charges pour l'habillage en contreplaqués de 04 mm y compris les frais généraux, transport, fourniture, etc... - Les charges de perforation des trous de ventilation <ul style="list-style-type: none"> - Les charges salariales pour personnels mobilisés, y compris le matériel et outillage. - Et toutes sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre- carré (m²) de plafond en contre-plaqué à : Prix du m² en lettres :....</p>		
402	<p>Plafond extérieur en tôle lisse fixé sur ossature en bois dur traité</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de plafond en tôle lisse.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges incluant l'achat, le transport et la mise en chantier du bois dur de section 04 x 08 cm pour le solivage. - Les charges pour l'habillage en tôle lisse y compris les frais généraux, transport, fourniture, etc... - Les charges de perforation des trous de ventilation <ul style="list-style-type: none"> - Les charges salariales pour personnels mobilisés, y compris le matériel et outillage. - Et toutes sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre-carré (m²) de plafond en tôle lisse à : Prix du m² en lettres :....</p>	m ²	
403	<p>Couvre joint en bois dur traité</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, mètre linéaire (ml) de bois de couvre joint de section 1x4 cm.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du bois dur à traiter, la fourniture, le transport, le conditionnement, la manutention. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - L'achat du matériel et outillage nécessaire à la mise en œuvre - Toute sujétion facilitant la qualité des travaux <p>Le mètre linéaire (ml) de bois de couvre joint à : Prix unitaire en lettres :... ..</p>	ml	
	LOT 500 : CHARPENTE COUVERTURE		
501	<p>Couverture en tôle bac alu 6/10ème - Teinte naturelle</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²)</p>	m ²	

	<p>de couverture en tôle bac alu de 6/10è.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat, de transport, de manutention de tôles bac y compris matériels. - Les charges salariales liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Les sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre-carré de couverture à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
502	<p>Bois dur et traité pour charpente</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, m³ (le mètre cube) de bois de charpente pour le montage des fermes finie et mise en place y compris les pannes de section 8x8 cm. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du bois dur à traiter, la fourniture, le transport, le conditionnement, la manutention. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - L'achat du matériel et outillage nécessaire à la mise en œuvre - Toute sujétion facilitant la qualité des travaux <p>Le m³ (le mètre cube) de bois de charpente à :</p> <p>Prix unitaire en lettres :</p>	m ³	
503	<p>Planche de rive</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de planches de rive de section 03x30 cm en bois dur raboté et traité.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'achat des planches, le rabotage, le traitement, le transport, la manutention, et le conditionnement. - Les charges liées aux matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute sujétion facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre linéaire (ml) de planches à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ml	
504	<p>Tôle faitière 50 cm de large</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de tôle faitière.</p>	ml	

	<p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat, de transport, de manutention de tôles faîtières y compris matériels. - Les charges salariales liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Les sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre linéaire (ml) de tôle faîtière à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
505	<p>Tôle de rive de 30 cm en Alu</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de tôle de rive.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat, de transport, de manutention de tôles rives y compris matériels. - Les charges salariales liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Les sujétions facilitant la qualité des travaux. <p>Le mètre linéaire (ml) de tôle faîtière à :</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ml	
506	<p>Réhabilitation toiture (remplacement des tôles et étanchéité)</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat le forfait Réhabilitation toiture (remplacement des tôles et étanchéité) .</p> <p>Elle tient aussi compte des charges liées aux personnels et matériels utilisés</p> <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ff	
	LOT 600 : MENUISERIE BOIS ET METALLIQUE		
601	<p>Porte métallique de 73 x 213 y compris cadre, serrure à canon ...</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, l'unité de Porte métallique de 73 x 213 y compris cadre, serrure à canon.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du matériel pour confection des portes bois. - Les frais de fabrication. - La fourniture et la pose des serrures de bonne qualité ; - Les charges de transport, de manutention et de fourniture en chantier, y inclus la fixation. - Les charges salariales pour personnels mobilisés pour 	U	

	<p>la mise en œuvre.</p> <p>- Et toutes sujétions assurant la qualité des travaux.</p> <p>L'unité (U) de fourniture de Porte métallique à :</p> <p>Prix en lettre :.....</p>		
602	<p>Porte métallique de 97 x 206 y compris cadre, serrure à canon ...</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, l'unité de Porte métallique de 97 x 206 y compris cadre, serrure à canon.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges d'achat du matériel pour confection des portes bois. - Les frais de fabrication. - La fourniture et la pose des serrures de bonne qualité ; - Les charges de transport, de manutention et de fourniture en chantier, y inclus la fixation. - Les charges salariales pour personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Et toutes sujétions assurant la qualité des travaux. <p>L'unité (U) de fourniture de Porte métallique à :</p> <p>Prix en lettre :.....</p>	m²	
	LOT 700 : ELECTRICITE		
701	<p>Révision du réseau électrique y compris installations</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le for fait de toute la révision générale du réseau électrique y compris la fourniture et la pose des réglettes, interrupteurs, boîtiers et toutes sujétions.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges liées aux personnels et matériels mobilisés pour le décapage. - Toute autre sujétion facilitant la qualité des travaux et l'accroissement du rendement. <p>P r i x e n l e t t r e s : _</p> <p>.....</p>	ff	
	LOT 800 : PEINTURE		
801	<p>Peinture sur murs intérieurs</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de murs intérieurs en maçonnerie à revêtir par de la peinture. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprégnation du mur à la chaux y compris toutes 	m²	

	<p>sujétions d'acquisition de chaux pour imprégnation, et de préparation des surfaces. - L'application de Pantex 800 ou équivalent en deux couches pour la finition. - Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux.</p> <p>Le mètre carré (m²) à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
802	<p>Peinture sur Plafond</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de plafond à revêtir par de la peinture.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprégnation du plafond au pantimat y compris toutes sujétions d'acquisition de peinture pour imprégnation, et de préparation des surfaces. - L'application de Pantex 800 ou équivalent en deux couches pour la finition. - Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux. <p>Le mètre carré (m²) à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
803	<p>Peinture sur murs intérieurs</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de murs extérieurs en maçonnerie à revêtir par de la peinture. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprégnation du mur à la chaux y compris toutes sujétions d'acquisition de chaux pour imprégnation et de préparation des surfaces. - L'application de Pantex 1300 ou équivalent en deux couches pour la finition. - Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux. <p>Le mètre carré (m²) à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m ²	
804	<p>Peinture à huile sur soubassement, menuiseries bois et métalliques</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de soubassement, menuiseries bois et métalliques à revêtir par de la peinture.</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p>	m ²	

	<ul style="list-style-type: none"> - L'imprégnation des menuiseries bois Glycéro y compris toutes sujétions d'acquisition de Glycéro pour imprégnation, et de préparation des surfaces. - L'imprégnation des menuiseries métalliques à l'antirouille y compris toutes sujétions d'acquisition d'antirouille pour imprégnation, et de préparation des surfaces. - L'application de peinture glycérophtalique en deux couches pour la finition des menuiseries bois et métalliques. - Et toutes sujétions de mise en œuvre assurant la bonne qualité des travaux. <p>Le mètre carré (m²) à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>		
	LOT 900 : VRD		
901	<p>Caniveaux 40 X 40 autour du bâtiment</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre linéaire (ml) de caniveau réalisé</p> <p>Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges de ravitaillement du chantier en ciment, graviers, sable, eau, bois de coffrage etc. - Les charges liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute autre sujétion facilitant la qualité des travaux. <p>le mètre linéaire (ml) de caniveau exécuté à. P r i x e n l e t t r e s : _</p>	ml	
902	<p>Dallage autour du bâtiment sur une largeur de 60 cm</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues dans le contrat et suivant les prescriptions techniques contenues dans le CCTP, le mètre carré (m²) de dallage extérieur en béton ordinaire de 8 cm d'épaisseur, 60 cm de largeur, dosé à 300 kg/m³. Ce prix rémunère entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les charges de ravitaillement du chantier en eau, sable, gravillons et celles liées aux personnels mobilisés pour la mise en œuvre. - Toute sujétion facilitant la qualité du rendement des travaux pour l'exécution du dallage extérieur <p>Le mètre carré (m²) de dallage à : P r i x e n l e t t r e s : _</p>	m2	

Pièce n°7 :
Cadre du détail quantitatif et
estimatif

CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO R VILLE

N° Prix	Désignation	Unité	Quantités	Prix Unitaire	Prix total
100	Lot N°100 : Travaux Préparatoires				
101	Installation de chantier	FF	1,00		
102	Nettoyage du site	FF	1,00		
	Total Travaux Préparatoires				
200	Lot N°200: Travaux Préliminaires				
201	Démolition de la chape lissée existante	m²	742,91		
202	Dépose Charpente-Couverture	m²	688,52		
203	Dépose des parties du plafond et mise en dépôt de débris	m²	71225 ,		
205	Nettoyage des surfaces à peindre à la brosse métallique	FF	100 ,		
	Total Travaux Préliminaires				
300	Lot N°300: Maçonnerie - Béton - Revêtement				
301	Raccord de maçonnerie	m²	148,07		
302	Claustra	m²	88,11		
303	Béton armé pour poteaux dosé à 350 kg/m3	m³	3,56		
304	Chape lissée	m²	742,21		
	Total Fondations - Maçonnerie - Béton - Revêtement				
400	Lot N° 400: Plafond				
401	plafond en panneaux de contre plaque fixé sur ossature en bois dur traité	m²	101792 ,		
402	plafond extérieur en tôle lisse fixé sur ossature en bois dur traité	m²	21636 ,		
403	couvre joint en bois dur traité	ml	658,09		
	Total Plafond				
500	Lot N° 500: Charpente-Couverture				
501	Tôle bac alu 6/10e y compris toute sujétions	m²	788,57		
502	Bois dur et traité pour charpente	m³	15,30		
503	Planche de rive de 30 en bois dur traité	ml	330,76		
504	Tôle faitière de 50 cm de large	ml	70,89		
505	Tôle de rive en ALU	ml	330,76		
506	Réhabilitation toiture (remplacement des tôles et étanchéité)	FF	100 ,		
	Total Charpente-Couverture				
600	Lot N° 600: Menuiserie Bois et Métallique				
601	Portes métalliques 97x213 y compris cadre, serrure à canon...	U	300 ,		
602	Portes métalliques 97x213 y compris cadre, serrure à canon...	U	300 ,		
	Total Menuiserie Bois et Métallique				
700	Lot N° 700 : Electricité				

701	Révision du réseau électrique (installation, prises, interrupteurs, réglettes, applique sanitaire, boîte de dérivation y compris toute sujétion)	FF	1,00		
	Total Electricité				
	Lot N° 800 : Peintures				
801	Peinture sur murs intérieurs	m²	1250,32		
802	Peinture sur plafond	m²	1416,10		
803	Peinture sur murs extérieurs	m²	1602,11		
804	Peinture à huile sur soubassement, menuiseries bois et métalliques	m²	22107 ,		
	Total Peintures				
900	Lot N° 900 : VRD				
901	Caniveaux	ml	349,70		
902	Dallage des alentours du bâtiment	m²	262,99		
	Total VRD				
	MONTANT TOTAL HTVA				
	TVA: 19,25 %				
	IR: 5,5 %				
	MONTANT TOTAL TTC				
	NET A MANDATER				

Arrête le présent devis à la somme de:

Le _____

Signature _____

Nom et qualité du signataire pour le compte du candidat.

	CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK				
N° Prix	Désignation	Unité	Quantités	Prix Unitaire	Prix total
100	Lot N°100 : Travaux Préparatoires				
101	Installation de chantier	FF	1,00		
102	Nettoyage du site	FF	1,00		
	Total Travaux Préparatoires				
200	Lot N°200: Travaux Préliminaires				
201	Démolition de la chape lissée existante	m²	492,71		
202	Dépose Charpente-Couverture	m²	438,40		
203	Dépose des parties du plafond et mise en dépôt de débris	m²	46234 ,		
205	Nettoyage des surfaces à peindre à la brosse métallique	FF	100 ,		
	Total Travaux Préliminaires				
300	Lot N°300: Maçonnerie - Béton - Revêtement				
301	Raccord de maçonnerie	m²	98,00		
302	Claustra	m²	56,76		
303	Béton armé pour poteaux dosé à 350 kg/m3	m³	0,78		
304	Chape lissée	m²	492,71		
	Total Fondations - Maçonnerie - Béton - Revêtement				
400	Lot N° 400: Plafond				
401	plafond en panneaux de contre plaque fixé sur ossature en bois dur traité	m²	66792 ,		
402	plafond extérieur en tôle lisse fixé sur ossature en bois dur traité	m²	14668 ,		
403	couvre joint en bois dur traité	ml	440,00		
	Total Plafond				
500	Lot N° 500: Charpente-Couverture				
501	Tôle bac alu 6/10e y compris toute sujétions	m²	438,40		
502	Bois dur et traité pour charpente	m³	7,00		
503	Planche de rive de 30 en bois dur traité	ml	215,96		
504	Tôle faitière de 50 cm de large	ml	40,80		
505	Tôle de rive en ALU	ml	215,96		
506	Réhabilitation toiture (remplacement des tôles et étanchéité)	FF	100 ,		
	Total Charpente-Couverture				
600	Lot N° 600: Menuiserie Bois et Métallique				
601	Portes métalliques 97x213 y compris cadre, serrure à canon...	U	200 ,		
602	Portes métalliques 97x206 y compris cadre, serrure à canon...	U	200 ,		
	Total Menuiserie Bois et Métallique				
700	Lot N° 700 : Electricité				

701	Révision du réseau électrique (installation, prises, interrupteurs, réglettes, applique sanitaire, boîte de dérivation y compris toute sujétion)	FF	1,00		
	Total Electricité				
	Lot N° 800 : Peintures				
801	Peinture sur murs intérieurs	m ²	830,00		
802	Peinture sur plafond	m ²	780,00		
803	Peinture sur murs extérieurs	m ²	790,00		
804	Peinture à huile sur soubassement, menuiseries bois et métalliques	m ²	16000 ,		
	Total Peintures				
900	Lot N° 900 : VRD				
901	Caniveaux	ml	230,00		
902	Dallage des alentours du bâtiment	m ²	162,80		
	Total VRD				
	MONTANT TOTAL HTVA				
	TVA: 19,25 %				
	IR: 5,5 %				
	MONTANT TOTAL TTC				
	NET A MANDATER				

Arrête le présent devis à la somme de:

Le _____

Signature _____

Nom et qualité du signataire pour le compte du candidat.

Pièce n°8 :
Cadre du sous-détail des prix

SOUS DETAIL DES PRIX UNITAIRES

DESIGNATION:				
N° Prix:	Rendement journalier:	Quantité totale:	Unité:	Durée activité:
Main d'œuvre	Catégorie	Salaire journalier	Jours facturés	Montant
TOTAL A				
Matériel et engins	Type	Coût journalier	Jours facturés	Montant
TOTAL B				
Matériaux	Type	Coût unitaire	Quantité	Montant
TOTAL C				
D	TOTAL COÛT DIRECT A + B + C			
E	Frais généraux de chantier		D x %	
F	Frais généraux de siège		D x %	
G	Frais généraux de contrôle et suivi des travaux		D x %	
H	COÛT DE REVIENT		D + E + F + G	
I	Risque + bénéfices		G x %	
P	PRIX DE VENTE TOTAL HORS TAXE		G + H	
V	PRIX DE VENTE UNITAIRE HORS TAXE		P/Qté	

Pièce n°9 :
Modèle de la lettre commande

REGION DU CENTRE
DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM
COMMUNE DE NGORO
.....



CENTER REGION
MBAM AND KIM DIVISION
NGORO COUNCIL
.....

LETTRE COMMANDE N°/LC/ C-NGO/CIPM/2021

Passé : Après Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence
N°004/AONO/ C-NGO/SG/CIPM/2021 du 04/02/2021

MAITRE D'OUVRAGE : LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGORO.

TITULAIRE :

B.P: _____ TEL.: _____ FAX : _____
N° RC: _____ N° CONTRIBUABLE : _____
N° Cpte : _____ Banque : _____

OBJET : EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK (lot 1) ET D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE (lot 2) DANS COMMUNE DE NGORO, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE
REGION: Centre DEPARTEMENT: Mbam et Kim LIEUX : NGORO VILLE R YANGAFOCK

DELAI D'EXECUTION : Quatre-vingt dix (90) jours Calendaires.

MONTANT EN FRANCS CFA

TTC	
HTVA	
T.V.A (19,25%)	
AIR (2.2% ou 5,5%)	
Net à mandater.....	

FINANCEMENT : BIP/MINEDUB, EXERCICE 2021.

IMPUTATION : n°

SOUSCRITE	le
SIGNEE	le
NOTIFIEE	le
ENREGISTRE E	le

ENTRE :

L'ADMINISTRATION CAMEROUNAISE, représentée par Madame le Maire de la Commune de NGORO, dénommé ci-après « LE MAITRE D'OUVRAGE »

D'UNE PART,

ET :

L'ENTREPRISE : _____
B.P: _____ TEL.: _____ FAX : _____
N° RC: _____ N° CONTRIBUABLE : _____
N° Cpte : _____ Banque : _____

Représentée par Monsieur _____ , son Directeur Général, dénommée ci-après
«L'ENTREPRENEUR »

D'AUTRE PART,

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Sommaire

Titre I	: Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Titre II	: Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
Titre III	: Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
Titre IV	: Détail Estimatif et quantitatif (DEQ)
Titre V	: Plans

Page ____ et Dernière
LETTRE COMMANDE N° 002/LC/ C-NGO/SG/2020
 Passé : Après Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence
 N°004/AONO/ C-NGO/CIPM/2021 du 04/03/2021

Avec :

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK (lot 1) ET D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE (lot 2) DANS COMMUNE DE NGORO, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE

DELAI D'EXECUTION : Quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.

MONTANT EN FRANCS CFA

TTC	
HTVA	
T.V.A	
AIR	
Net à mandater	

VISAS ET SIGNATURES

Lu et accepté par l'Entrepreneur

Ngoro, le

Signé par le Maire de la Commune de Ngoro
 (Maître d'Ouvrage),

Ngoro, le

ENREGISTREMENT

Pièce n°10 :
Modèles de documents à utiliser
par les Soumissionnaires

FORMULAIRE 1 : MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

APPEL D'OFFRESN°

Pour:

Je soussigné....., Entrepreneur de Nationalité, agissant en qualité de, pour le compte de :

Entreprise :

B.P. :

Tél. :

N°RC :

N° Contribuable :

Déclare sous peine de sanctions édictées par l'article 2 du Décret N°54/596 du 11 juin 1945 :

- Que l'entreprise en question est inscrite sous le N° au registre de commerce de
- Qu'elle n'est pas en état de faillite ou de liquidation judiciaire.
- Qu'aucun des gérants, administrateurs ou directeurs de l'entreprise ne tombe sous le coup des condamnations, déchéances ou sanctions prévues par la loi N°47/1635 du 30 août relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles.
- Que l'entreprise en question ne tombe sous le coup de l'exclusion prévue par le dernier alinéa de l'article 37 de l'ordonnance N°53/1438 du 30 avril 1945 relative aux prix modifiés par l'article 2 du décret N°53/704 du 9 août 1953 relatif au maintien ou rétablissement de la libre concurrence industrielle et commerciale.
- et s'engageant à se faire notifier, par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, son ordre de service de démarrer les travaux dans un délai de quinze (15) jours après la notification formelle de la décision d'attribution de la Lettre commande.

En vertu de quoi, j'ai l'honneur de soumissionner pour l'entreprise dans le cadre de la présente consultation.

Fait à, le

Le soumissionnaire

FORMULAIRE 2 : MODELE DE SOUMISSION

Je soussigné _____ (indiquer le nom et la qualité du signataire)

Représentant l'entreprise _____ dont le siège social est à _____, inscrite au registre du commerce de _____ sous le N° _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou, mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris l'(es) additif(s), [rappeler le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres].

Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à effectuer.

Remets, revêtu de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établis conformément aux cadres figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément au Dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établis moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à _____ [en chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à _____ francs CFA Toutes Taxes Comprises. [En chiffres et en lettres].

M'engage à exécuter les travaux dans un délai de _____ mois.

M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre de la présente Lettre Commande en faisant un crédit au compte N° _____ ouvert au nom de _____ auprès de la banque _____, Agence de _____

Avant signature de la Lettre Commande, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à _____, le _____
Signature de _____
En qualité de _____
dûment autorisé à signer les soumissions pour et au
nom de _____

FORMULAIRE 3 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

A (indiquer le maître d'ouvrage et son adresse), «le maître d'ouvrage»

Attendu que [nom du soumissionnaire], ci-dessous désigné « le Soumissionnaire » a soumis son offre en date du [date de dépôt de l'offre] de [nom et /ou description des prestations] (ci-dessous désigné : «l'offre »)

Nous [nom de la banque] de [nom du pays], ayant notre siège à [adresse de la banque] (ci-dessous désigné comme « la banque »), sommes tenus à l'égard de [le maître d'ouvrage] pour la somme de _____ francs CFA que la banque s'engage à régler intégralement à [indiquer le maître d'ouvrage], s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires. Signé et authentifié par ladite Banque le _____ jour de _____ (année).

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité stipulée dans le Dossier d'Appel d'Offres ;
2. Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par [indiquer le maître d'ouvrage] pendant la période de validité :
 - a. Omet de ou refuse de signer la lettre commande, alors qu'il est requis de le faire ou,
 - b. Omet ou refuse de fournir la garantie bancaire tenant lieu de cautionnement définitif, comme prévu dans les instructions aux soumissionnaires.

Nous nous engageons à payer à [indiquer le maître d'ouvrage] un montant allant jusqu'au maximum de la somme ci-dessus dès réception de sa demande écrite, sans que [indiquer le maître d'ouvrage] soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, [indiquer le maître d'ouvrage] notera que le montant qu'il déclare lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux sont remplies et qu'il spécifiera quelle ou quelle (s) conditions (s) a joué ou ont joué.

La présente garantie demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus au -delà de la fin du délai de validité des offres ; toute demande de [indiquer le maître d'ouvrage] tendant à la faire jouer devra parvenir à la Banque dans ce délai.

Signé et authentifié par la banque
A _____, le _____
[Signature de la banque]

FORMULAIRE 4 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée à [indiquer le Maître d'ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné «
Maître
d'ouvrage »

Attendu que [Nom
et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné
« Le Prestataire », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser
[Indiquer la nature des prestations]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Prestataire remettra au Maître d'Ouvrage un
cautionnement définitif, d'un montant égal à 2% du montant de la lettre commande correspondant, comme
garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au le Prestataire ce cautionnement,

Nous,

..... [nom et adresse de banque], représentée par
..... [noms des signataires],

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai
maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Prestataire n'a pas
satisfait à ses engagements contractuels au titre de la lettre commande, sans pouvoir différer le paiement
ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de
la somme de [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification à la lettre
commande ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent
cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif
ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification de la lettre
commande au prestataire. La caution est libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de
réception provisoire des prestations.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée de
sans aucune autre forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par Maître d'ouvrage au titre de la présente garantie devra être
faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité
du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit
camerounais. Les tribunaux camerounais sont seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le
présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à, le

[signature de la banque]

FORMULAIRE 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Banque : référence, adresse

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de :

..... [le titulaire], au profit du

Maître d'Ouvrage Adresse du Maître d'Ouvrage]

(« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions de la lettre commande du relatif aux prestations [indiquer l'objet de la prestation, les références de l'Appel d'Offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de [vingt (20) %] du montant Toutes Taxes Comprises de la lettre commande n° , payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit : _____ Francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de [le titulaire] ouverts auprès de la banque sous le n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque
À le

[Signature de la banque]

FORMULAIRE 6 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque :Référence de la Caution : N°

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage]

[Adresse du Maître d'Ouvrage]

ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que[nom et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné « l'entrepreneur », s'est engagé, en exécution de la lettre commande, à exécuter [indiquer l'objet de la prestation, les références de l'Appel d'Offres et le lot, éventuellement].

Attendu qu'il est stipulé dans la lettre commande que la retenue de garantie fixée à dix pour cent (10%) du montant de la lettre commande peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur cette caution,

Nous,

.....[nom et adresse de banque], représentée par [noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom du Cocontractant, pour unmontant maximum de

[en chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant de la lettre- commande(10).

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre de la lettre commande modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des prestations figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive de la fourniture, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à....., le.....

[Signature de la banque]

FORMULAIRE 7 : Modèle d'attestation de visite des lieux

Je soussigné Mm/Mlle/M.
Directeur Général/Responsable Technique de l'Entreprise
Atteste avoir visité le site.....
Objet de l'Appel d'Offre N.....
A l'issue de cette visite, les observations suivantes ont été relevées :
Localité d'Origine.....

A — OBSERVATIONS GENERALES (1)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

B — OBSERVATIONS SPECIFIQUES

(Préciser les écarts éventuels constatés par rapport aux données du DAO et proposer et chiffrer s'il y a lieu les variantes techniques améliorantes et économiques possibles)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

à....., le.....

[Le Soumissionnaire]

(1) Indiquer ci-dessous les quantités des travaux pour chaque tâche ainsi que les contraintes particulières liées au site et à leur exécution.

NB : cette fiche aussi bien que l'offre engage le soumissionnaire. Il ne pourra prétendre après de la non connaissance du site.

FORMULAIRE 8 : Modèle de présentation des moyens en personnel

Je soussigné (nom, prénoms, qualité),

Agissant au nom et pour le compte de (nom et coordonnées du soumissionnaire),

Déclare que les agents dont la liste nominative suit, participeront à l'exécution du marché des travaux

.....

.....

Nom -Prénom	Qualification	Formation	Ancienneté dans l'entreprise	Années d'expérience	Années dans le poste

S'il s'avérait, dès le démarrage du chantier ou en cours d'exécution, que le personnel est insuffisant, nous nous engageons à le renforcer de façon à conduire les travaux à bonne fin dans les délais prévus et dans les conditions imposées par le dossier d'appel d'offres.

Si le personnel cité ci-dessus s'avérait indisponible, nous nous engageons à le remplacer par des personnes ayant une qualification et une ancienneté au moins équivalente. Les remplacements du personnel clé devront obtenir l'agrément préalable du Maître d'œuvre.

A.... , le

[Le Soumissionnaire]

FORMULAIRE 9 : Modèle de présentation du matériel

LISTE DU MATERIEL QUI SERA EMPLOYE A L'EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

1. Matériel en possession de l'Entreprise

[illegible]

A....., le

[Le Soumissionnaire]

FORMULAIRE 10 : Modèle de fiches des références de l'entreprise

10.1 FICHE RECAPITULATIVE DES REFERENCES DE L'ENTREPRISE

[illegible]

10.2 FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET (joindre photocopies des justificatifs des projets)

Intitulé du projet	
Caractéristiques du projet (Tâches principales quantifiées)	
Montant	
Part de l'entreprise	
Maître d'Ouvrage	
Maître d'œuvre	
Référence du contrat	
Délais	
Date de démarrage	
Fin des travaux	

10.3 FICHE DES CONTRATS EN COURS (PLAN DE CHARGE DE L'ENTREPRISE)

N°	Intitulé du projet (Objet et localisation)	Montant du contrat	Maire d'Ouvrage	Délai d'exécution	Date de démarrage	Pourcentage des travaux exécutés

FORMULAIRE n°11: MODELE DE FICHE DE PLANNING ET D'ORGANISATION
 DES TRAVAUX

Les plannings seront présentés sous forme de diagramme Grant suivi. Les entreprises attacheront un soin particulier à leur établissement. Il s'agira notamment de détailler tâche par tâche la durée, le séquençage y compris les liens entre les tâches, les contraintes internes et/ou externes, le rendement horaire ou journalier. Les tâches seront conformes au Détail Estimatif. Les délais d'exécution de chaque tâche seront contractuels.

Chaque soumissionnaire établira une programmation des travaux par lot. L'offre technique doit contenir, sous peine de rejet, une note méthodologique définissant clairement et de manière cohérente la stratégie à mettre en place pour l'accomplissement de l'opération et un programme de travaux dont le cadre est présenté ci-dessous.

Mois																		
POSTES																		

Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, la Sous-commission d'analyse devra s'assurer que chaque offre est pour l'essentiel conforme aux conditions requises par le dossier d'appel d'offres.

Aux fins de la présente clause, une offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres qui répond à tous les critères essentiels, conditions et spécifications du dossier d'appel d'offres, sans divergences ou réserves essentielles. Une divergence ou une réserve essentielle est celle qui affecte de façon appréciable l'étendue, la qualité ou l'exécution des travaux qui limite de façon appréciable et en contradiction avec les dispositions du dossier d'appel d'offres. Les droits de L'Autorité Contractante ou les obligations du cocontractant au titre du Marché, et dont la correction affecterait injustement la position des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au dossier.

Pièce n°11

Justificatifs des études préalables

[A remplir systématiquement par le Maître d'Ouvrage en fonction de la nature des prestations à réaliser et selon les précisions du point 5.a de la circulaire n° 003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés publics].

Note relative aux études préalables

Conformément au Code des Marchés Publics, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, doit, avant d'engager la procédure de passation des marchés ou de saisine de la Commission de Passation des Marchés compétente, veiller à ce que les projets de Dossiers d'Appel d'Offres se fassent à partir d'études préalables.

Ces études doivent être exigées lors de l'examen du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) par les Commissions des Marchés.

Le Maître d'Ouvrage est tenu de remplir le questionnaire en annexe 1 accompagné des justificatifs desdites études.

Annexe n° 1: Justificatif des études préalables

1. Joindre l'étude préalable:
2. Indiquer :
 - 2.1. La date de la réalisation de l'étude ;
 - 2.2. Le nom du Maître d'Œuvre public ou privé l'ayant réalisé ;
 - 2.3. Les références du marché, si maîtrise d'œuvre privée l'ayant réalisé ;
 - 2.4 Si entretien
 - 2.4.1. Description des études ;
 - 2.4.2. Joindre les relevés de dégradations ainsi que les documents de programmation adoptés
 - 2.5. Si réhabilitation ou travaux neufs
 - 2.5.1. Les quantités du détail estimatif sont-elles celles de l'étude ;
 - 2.5.2. Description des études : APS, APD ;
 - 2.5.3. Joindre lesdites études.

N.B : . - Pour les prestations de moindre envergure, le Maître d'Ouvrage peut fournir un calcul justificatif des quantités du DAO :

- Le Président de la Commission des Marchés peut avant de se prononcer, solliciter l'avis d'un expert sur la qualité des études réalisées.

Pièce n°12 :
Grille d'Evaluation des Offres
techniques

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN BLOC DE TROIS (03) SALLES DE CLASSE A L'EP DE NGORO VILLE ET D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP DE YANGAFOCK DANS LA COMMUNE DE NGORO, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE.

ENTREPRISE :

1. Critères éliminatoires :

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentielles. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment:

a)- Portant sur les pièces administratives

- ☐ Absence de la caution de soumission (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Fausse déclaration ou pièce falsifiée (rejet de l'Offre sous 48h).

b)- Portant sur l'Offre technique

- ☐ Absence ou non-conformité d'une spécification technique majeure (rejet immédiat de l'Offre) :
 - organigramme de l'entreprise,
 - méthodologie d'exécution des travaux,
 - protection environnementale,
 - planning d'exécution.
- ☐ Le non-respect de plus de trois (03) critères essentiels (rejet immédiat de l'Offre),

c)- Portant sur l'Offre financière

- ☐ Non-conformité du modèle de soumission (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Absence ou omission d'un prix unitaire quantifié (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Offre financière incomplète (rejet immédiat de l'Offre),
- ☐ Absence d'un sous-détail de prix (rejet immédiat de l'Offre).

2. Critères éliminatoires :

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les travaux, objet de l'appel d'offres.

L'évaluation relative à la qualification des candidats portera sur 32 critères essentiels dont :

- a) Connaissance du site sur 03 critères ;
- b) Le personnel d'encadrement de l'entreprise sur 15 critères ;
- c) Les références techniques et capacité financière sur 04 critères ;
- d) Les moyens techniques et matériels sur 03 critères ;
- e) La méthodologie d'exécution sur 07 critères.

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

R é f	Désignation	Exigences	Conforme (oui/non)
a	Connaissance du site (03 critères)		
1	Attestation de visite du site	Existence de l'attestation de visite du site signé sur l'honneur par le soumissionnaire	
2	Rapport de visite du site	Existence d'un rapport de visite du site pertinent signé par le soumissionnaire	
3	Photos du site	Existence des photos du site (au moins 5)	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique «Connaissance du site» sur 3 oui			
b	Personnel d'encadrement (15 critères)		
1	Un conducteur de travaux	Attestation de présentation de l'original du diplôme	
		Copie certifiée conforme du diplôme (BTS en Génie Civil)	
		Possédant au moins trois (03) ans d'expérience dans la conduite des travaux de bâtiments et travaux publics	
		Possédant au moins deux (02) ans d'expérience dans la conduite des travaux similaires.	
		Un CV daté et signé et N° de tél actualisé	
2	Un chef de chantier	Attestation de présentation de l'original du diplôme	
		Copie certifiée conforme du diplôme (BACCALAUREAT F4 en Génie Civil)	
		Possédant au moins trois (03) ans d'expérience en tant que chef de chantier des travaux de bâtiments et travaux publics.	
		Possédant au moins deux (02) ans d'expérience en tant que chef de chantier des travaux similaires.	
		Un CV daté et signé et N° de tél actualisé	
3	Un Chef d'équipe	Attestation de présentation de l'original du diplôme	
		Copie certifiée conforme du diplôme (CAP en Maçonnerie)	
		Possédant au moins trois (03) ans d'expérience en tant que chef d'équipe des travaux de bâtiments et équipements collectifs	
		Possédant au moins deux (02) ans d'expérience en tant que chef d'équipe des travaux similaires.	
		Un CV daté et signé et N° de tél actualisé	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique «Personnel d'encadrement» sur 15 oui			
c	Références techniques et capacité financière (04 critères)		
1	Références générales	Justificatifs au moins d'un marché de BTP autre que les constructions des bâtiments réalisé au cours des trois dernières années à travers PV de réception et photocopie premières et dernières pages marché	
2	Références dans les travaux similaires	Justificatifs d'au moins deux marchés constructions des bâtiments et équipements achevés au cours des trois dernières années à travers PV de réception et photocopie premières et dernières pages des marchés	
3	Attestation de capacité financière	D'un montant au moins égal à dix millions (10 000 000) de francs CFA, délivrée par une banque autorisée à émettre des cautions dans le cadre des	

		Marchés Publics (pièce n°12).	
4	Le volume moyen du chiffre d'affaires des deux dernières années	Le volume moyen du chiffre d'affaires des deux dernières années dans les bâtiments et travaux publics qui doit être supérieur à vingt (20) millions de FCFA TTC (travaux déjà réceptionnés)	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique « Références techniques et capacité financière » sur 04 oui			
d	Moyens techniques et matériels (03 critères)		
1	Un camion benne	En propre ou location (justificatifs y afférents).	
2	Pick- up 4X4	En propre ou location (justificatifs y afférents).	
3	Petit matériel de construction	Justificatifs de la propriété de petit matériel de travaux de construction (listing et factures)	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique « Moyens techniques et matériels » sur 03 oui			
e	Méthodologie (07 critères)		
1	Note technique du projet	Présentation des installations de chantier envisagées,	
		Présentation de la qualité et la provenance des matériaux à utiliser	
		Existence d'une méthodologie d'exécution des travaux	
		Existence de l'organigramme du chantier	
		Existence d'un Plan Assurance Qualité	
		Existence d'un plan de protection environnementale à respecter.	
2	Planning d'exécution	Existence d'un planning d'exécution des travaux conforme au délai d'exécution des travaux prévu.	
TOTAL de oui obtenu dans la rubrique « Méthodologie » sur 07 oui			
TOTAL DE OUI A OBTENIR SUR 32 OUI			
Le soumissionnaire a-t-il obtenu au moins 90,62% des critères essentiels, soit 29 oui ?			

Pièce n°13 :

Liste des établissements bancaires
et organismes financiers autorisés à
émettre des cautions dans le cadre
des marchés publics

**LISTE DES BANQUES ET DES COMPAGNIES D'ASSURANCE AGREEES ET HABILITEES A
EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS EN 2020**

1. Afriland First Bank (FIRST BANK), BP : 11 834 , Yaoundé ;
2. BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM), B.P : 2 933, Douala ;
3. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), B.P : 12 962, Yaoundé ;
4. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), B.P : 600, Douala
5. Banque International du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), B.P : 1925, Douala ;
6. Bank of Africa Cameroun (BOA Cameroun), B.P: 4 593, Douala;
7. Citibank Cameroun (CITIGROUP), B.P : 4 571, Douala ;
8. Commercial Bank-Cameroon (CBC), B.P: 4 004, Douala;
9. Credit Communautaire d'Afrique - Bank (CCA-BANK), B.P: 30 388, Yaoundé;
10. Ecobank Cameroun (ECOBANK), B.P : 582, Douala ;
11. National Financial Credit-Bank (NFC-Bank), B.P: 6 578, Yaoundé;
12. Société Commerciale de Banque-Cameroon (SCB-Cameroon), BP : 300, Douala ;
13. Société Générale de Banque (SGB), BP : 4 042, Douala ;
14. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), BP: 1 784, Douala;
15. Union Bank of Cameroon (UBC), BP: 15 569, Douala;
16. United Bank for Africa (UBA), BP: 2 088, Douala;
17. Activa Assurances, BP : 12 970, Douala;
18. Aréa Assurance S.A, BP : 1 531, Douala;
19. Atlantique Assurances S.A, BP : 2 933, Douala;
20. Beneficial General Insurance S.A, BP : 2 328, Douala;
21. Chanas assurances S.A, BP : 109, Douala;
22. CPA S.A, BP : 54, Douala;
23. Nsia Assurances S.A, BP : 2 759, Douala;
24. Pro Assur S.A, BP : 5 963, Douala;
25. SAAR S.A, BP : 1 011, Douala;
26. Saham Assurances S.A, BP : 11 315, Douala;
27. ZenithInsurance S.A, BP : 1 540, Douala. /-